

# Mettre fin à l'apartheid israélien : comment surmonter les pressions des lobbies sionistes ?

Intervention de Jean-Guy Greilsamer le mardi 9 février dans le cadre de la [Semaine Anticoloniale](#)

Je vais intervenir sur la question suivante : Pour mettre fin à l'apartheid israélien, comment peut-on surmonter efficacement les pressions des lobbys sionistes, que l'on peut désigner aussi par l'expression « groupe de pression pro-Israël » ?

Je suis membre de la coordination nationale de l'UJFP. L'UJFP est une association juive antisioniste, solidaire du peuple palestinien et des anticolonialistes juifs israéliens. Nous sommes révoltés par la politique criminelle que l'Etat d'Israël mène au nom des Juifs du monde entier et sommes mobilisée contre tous les racismes en nous inscrivant dans le contexte de notre époque.

Je vais rappeler la nature du régime israélien et m'exprimer sur l'importance et l'enjeu international de mettre fin à son impunité, sur la nature des pressions des lobbys sionistes, sur le BDS, mouvement international auquel adhère l'UJFP, sur comment surmonter les pressions des lobbies sionistes, et sur ce que nous pouvons faire pour contribuer efficacement à mettre fin à l'impunité d'Israël.

L'Etat d'Israël développe depuis sa création une politique coloniale, d'apartheid et d'épuration ethnique, commet de nombreux assassinats ou massacres, impose depuis longtemps le blocus criminel de Gaza, persécute les résistants, cherche à acculer le peuple autochtone palestinien au désespoir et à le

faire capituler.

Il bafoue constamment le droit et les résolutions internationales, notamment le droit au retour des réfugiés (environ 800 000 ont été expulsés lors de la Nakba), et bénéficie d'une impunité résultant de la protection ou du silence des grandes puissances. Cette situation menace la survie du droit international et la paix dans le monde. L'Etat israélien est pourvoyeur d'armes et d'autres produits de haute technologie testés sur les Palestiniens, par exemple des drones qui servent à contrôler et réprimer les mouvements migratoires, ou des logiciels qui servent à fichier les populations.

Il est à l'avant-garde d'un type de société capitaliste discriminatoire, colonialiste, raciste, sécuritaire, xénophobe, anti-migrants.

L'apartheid israélien a été officialisé par la loi Etat-Nation du peuple juif, votée en juillet 2018 par la Knesset, le parlement israélien. Cette loi stipule que *le droit d'exercer l'autodétermination nationale dans l'État d'Israël n'appartient qu'au peuple juif*, elle encourage la colonisation et relègue le peuple palestinien au statut de citoyens de seconde zone. Le fait que le régime israélien est un régime d'apartheid est de plus en plus reconnu au niveau international non seulement dans l'opinion publique mais aussi par des organismes ayant pignon sur rue. Ainsi l'importante O.N.G. israélienne B'Tselem a récemment publié un texte remarquable sur ce sujet.

Israël commet des crimes d'apartheid : de tels crimes sont considérés par le statut de Rome de 1998 fondant la Cour Pénale Internationale (CPI) instituée en 2002 comme des crimes contre l'humanité, imprescriptibles et exposant leurs responsables à des sanctions sévères.

Face aux exactions de l'Etat israélien et malgré les pressions

multiples de cet Etat et ses soutiens, la solidarité avec la Palestine s'est développée. Malgré un contexte international difficile elle persévère et remporte des victoires, en particulier celles du mouvement BDS, Boycott, Désinvestissement Sanctions jusqu'à ce que l'Etat d'Israël se conforme au droit international.

Une victoire importante a été l'arrêt du 11 juin dernier de la CEDH, la Cour européenne des droits de l'homme, condamnant la France. Un jugement de la cour d'appel de Colmar confirmé la Cour de cassation, avait condamné des militants BDS de la région de Mulhouse qui intervenaient auprès des clients d'un supermarché. Il les avait condamnés pour incitation à la discrimination économique envers des personnes en raison de leur appartenance à une nation. Un recours a alors été engagé auprès de la CEDH, qui est une juridiction qui s'adresse à 47 états européens. La CEDH a alors dans son arrêt du 11 juin souligné que *les actions et les propos reprochés aux requérants concernaient un sujet d'intérêt général, celui du respect du droit international public par l'Etat d'Israël et de la situation des droits de l'homme dans les territoires palestiniens occupés, et s'inscrivaient dans un débat contemporain, ouvert en France comme dans toute la communauté internationale.*

Elle a rappelé que *en droit international, le boycottage est considéré comme une forme légitime d'expression politique, et que les manifestations non violentes de soutien aux boycotts relèvent, de manière générale, de la liberté d'expression légitime qu'il convient de protéger.*

La CEDH a condamné la France à des dédommagements d'un montant total de 100 000 euros, pour les frais de justice et pour des amendes au bénéfice des militants poursuivis.

Ces condamnations, les lobbys sionistes ne peuvent pas les supporter. Le sionisme, c'est l'idéologie et la politique israéliennes, dont l'objectif est d'imposer la suprématie

juive dans la Palestine historique et d'exclure le peuple autochtone palestinien. Il se base sur l'escroquerie politique selon laquelle le soi-disant peuple juif reviendrait sur ses terres après 2000 ans d'exil.

Les lobbys sionistes sont des groupes de pression qui incluent énormément de personnes qui ne sont pas juives, dont certaines sont d'ailleurs ouvertement antisémites, par exemple les Chrétiens évangéliques, qui aux Etats-Unis sont beaucoup plus nombreux que les Juifs dans le monde entier. Il est important de préciser aussi que beaucoup de personnes juives sont antisionistes ou reconnaissent que l'antisionisme, historiquement né parmi les populations juives, relève de la liberté d'expression. Parmi les associations juives antisionistes, je mentionne en particulier l'association étasunienne « Jewish Voice for Peace » qui a une audience réelle, notamment dans les milieux universitaires.

Parmi les lobbys sionistes en France il y a notamment le CRIF, Conseil soi-disant Représentatif des Institutions Juives de France, le BNVCA, Bureau National de Vigilance contre l'antisémitisme, l'association France Israël, Avocats sans Frontière de l'avocat Goldnadel, ELNET, qui est un réseau européen qui œuvre à renforcer les liens entre la France et Israël en ciblant les leaders, patrons et élus pour leur vendre le produit Israël, ses *start-up* et ses colonies (il y a d'ailleurs un récent article intéressant du journaliste Jean Stern concernant ELNET), la LICRA toujours prompte à protéger la politique israélienne, et de nombreuses personnalités politiques (par exemple Aurore Bergé, élue médiatisée de LREM dont Jean Stern décrit l'admiration pour Israël, Estrosi le maire de Nice, etc) Il y a aussi des groupes fascistes violents tels que la Ligue de Défense Juive.

Les pressions des lobbys sionistes consistent à essayer de faire croire que les résistants palestiniens qui refusent de se soumettre aux injonctions des autorités israéliennes sont des terroristes, que l'antisionisme est antisémite, que le BDS

est antisémite, que l'antisémitisme est aujourd'hui un racisme beaucoup plus dangereux que tout autre racisme et qu'il doit être dissocié des autres racismes.

Ces lobbys pour tenter de protéger la politique israélienne, n'hésitent pas à brandir des injonctions fascisantes dans le but de faire taire les antisionistes. Ils surveillent minutieusement leurs propos et leurs écrits, traquent la moindre virgule mal placée, sont prompts à détacher une phrase de son contexte pour accuser d'antisémitisme son auteur(e). C'est ce qui est arrivé récemment à Houria Bouteldja à propos d'une phrase sur le rapport des Israéliens à leur identité. Peu après, André Rosevègue, représentant l'UJFP en Aquitaine, a suscité la colère du CRIF et de la LICRA à Bordeaux parce qu'il critiquait la formule « contre le racisme et l'antisémitisme » dissociant l'antisémitisme des autres racismes. Pour ces gens du CRIF et de la LICRA, toute activité antiraciste ne peut que dissocier l'antisémitisme des autres racismes.

Une bataille actuelle des lobbys sionistes est d'essayer d'imposer la définition de l'antisémitisme par l'IHRA, l'Alliance internationale pour la mémoire de l'holocauste, et en réalité d'imposer les exemples d'antisémitisme qui ont été rajoutés à cette définition, qui est elle-même banale.

Voici trois exemples significatifs.

1. Serait antisémite *Le refus du droit à l'autodétermination des Juifs, en affirmant par exemple que l'existence de l'État d'Israël est le fruit d'une entreprise raciste*, ce qui signifie donc qu'il serait antisémite de critiquer l'histoire et la nature de l'Etat d'Israël

2. Serait également antisémite *Le traitement inégalitaire de l'État d'Israël, à qui l'on demande d'adopter des comportements qui ne sont ni attendus ni exigés de tout autre État démocratique*, ce qui signifie que l'Etat d'Israël est

démocratique et que l'existence d'oppressions coloniales aussi fortes que celles que subissent les Palestiniens ne peut provenir que d'Etats non démocratiques ce qui interdirait de critiquer Israël

3. Autre citation : *L'antisémitisme peut se manifester par des attaques à l'encontre de l'État d'Israël lorsqu'il est perçu comme une collectivité juive.* Commentaire : c'est bien l'Etat d'Israël lui-même qui s'affiche comme une collectivité à suprématie juive !

Je précise que l'auteur de la définition initiale de l'antisémitisme sans les exemples s'est désolidarisé des exemples, estimant qu'il s'agit d'une manipulation politique.

Je précise aussi que la maire de Paris Anne Hidalgo, qui a des ambitions nationales, a voté récemment pour la définition de l'IHRA.

Cette utilisation de la définition de l'IHRA fait l'objet de nombreuses mobilisations. Mobilisation des lobbys sionistes qui la promeuvent partout où ils peuvent : dans les Etats membres de l'Union Européenne, aux Etats-Unis, au Canada, dans les universités. Mais le mouvement de solidarité avec le peuple palestinien se mobilise aussi pour s'y opposer, en particulier dans les universités, que ce soit au Canada, aux Etats-Unis, et cela commence en France.

Le 3 décembre 2019 l'Assemblée Nationale a voté la résolution Maillard qui s'appuie sur la définition de l'IHRA et considère dans ses attendus que *l'antisémitisme est une des formes contemporaines de l'antisémitisme, pour reprendre les mots du Président de la République.*

Le 20 octobre 2020 le garde des sceaux, ministre de la justice français, a publié une dépêche relative à *la répression des appels discriminatoires au boycott des produits israéliens.* Ce document, établi manifestement pour répondre aux demandes du CRIF et autres lobbys sionistes, a été interprété par beaucoup

de militants du mouvement de solidarité comme maintenant la circulaire Alliot Marie de 2010 appelant les parquets à poursuivre les militants appelant au boycott des produits israéliens.

Face à toutes ces pressions des lobbys sionistes, la question à résoudre est alors : comment faire en sorte que ces pressions ne soient pas un obstacle aux actions pour mettre fin à l'impunité de l'Etat d'Israël et développer la solidarité avec le peuple palestinien ?

A cette question il y a lieu d'apporter plusieurs réponses.

D'une part il ne faut pas sous-estimer les capacités de nuisances de dispositions comme la définition de l'IHRA, la résolution Maillard ou la dépêche du ministre de la justice relative à *la répression des appels discriminatoires au boycott des produits israéliens*. Par exemple des réunions publiques, des réservations de salles ou des participations à des évènements culturels ont été interdites en Angleterre ou en Allemagne en s'appuyant sur la définition de l'IHRA. En France il y a des pressions similaires aussi.

Mais d'autre part il ne faut pas non plus surestimer le contenu de ces dispositions. Ces textes, résolutions, circulaires ou dépêches, ne sont pas des lois, ils sont des recommandations, ils sont juridiquement non contraignants, et leurs contenus peuvent être retournés contre les lobbys qui les brandissent.

L'utilisation de la définition de l'IHRA, ou antérieurement la publication de mesures gouvernementales, fédérales ou régionales anti-BDS, ont fait l'objet de nombreux jugements de tribunaux rappelant que le BDS relève de la liberté d'expression, que ce soit aux Etats Unis, en Allemagne ou en Grande Bretagne.

En France de nombreuses associations connues telles que la Ligue des Droits de l'Homme s'opposent à la définition de

l'IHRA au nom du respect de la liberté d'expression.

La résolution Maillard a été votée par une minorité de députés et a même divisé la majorité La République en Marche. Son article unique n'évoque pas l'antisémitisme et son auteur Maillard a précisé que les exemples associés à la définition de l'IHRA n'étaient pas inclus.

Quant à la dépêche du ministère de la justice, nulle part elle ne condamne le jugement de la CEDH condamnant la France.

Avant d'en venir à d'autres questions, je veux préciser que s'il est important de ne pas négliger les diffamations des lobbys sionistes, il est important aussi de ne pas se concentrer dans un militantisme ciblé essentiellement contre chaque diffamation, de ne pas se laisser enfermer dans un tête-à-tête constant avec les lobbys sionistes, parce que beaucoup de sionistes souhaiteraient dévoyer ainsi notre travail de sensibilisation au sort du peuple palestinien. Il s'agit donc de sélectionner nos ripostes aux pressions sionistes.

Ces ripostes sont principalement de trois ordres : sur le terrain juridique, sur le terrain de la solidarité avec le peuple palestinien et contre l'impunité d'Israël et sur le terrain de l'antiracisme.

1. Sur le terrain juridique d'assez nombreux/breuses juristes sont intervenu-e-s contre les mesures ciblant ouvertement ou insidieusement la solidarité avec le peuple palestinien. Ils et elles effectuent un travail important au service du mouvement de solidarité et pour rallier d'autres juristes. Il est nécessaire de faire face aux procès intentés par les lobbys sionistes contre les militant-e-s. Il est nécessaire aussi d'intenter nous-mêmes des procès contre les diffamations les plus flagrantes, de ne pas rester sur la défensive. Le droit est de notre côté.

2. Sur le terrain de la solidarité avec le peuple palestinien,



il y a de multiples possibilités : le lobbying auprès de certains élus pour contrecarrer utilement le lobbying sioniste qui leur est infligé, la médiatisation de l'aide à des projets ou des activités économiques, sociaux, culturels au service des Palestiniens et assurant leur autonomie, et surtout la poursuite du mouvement BDS sans se laisser intimider est une activité décisive pour neutraliser les lobbys sionistes.

Ce mouvement est international, non violent, citoyen et antiraciste.

Il se fonde exclusivement sur le droit international et les droits humains universels

Il remporte de nombreux succès, rallie d'importants syndicats, églises, associations universitaires, personnalités des mondes culturel, sportif et politique. De nombreuses personnes et associations juives participent au BDS.

Il y a eu des victoires contre des sociétés qui étaient complices de l'apartheid et de la colonisation : la société Agrexco de commercialisation de fruits et légumes qui a fait faillite, l'entreprise Veolia qui s'est retirée d'Israël, la société de téléphonie Orange qui avait un accord avec une entreprise de téléphonie israélienne intervenant dans les colonies. Des entreprises hésitent désormais à investir en Israël.

En février 2020, le Bureau du Haut-Commissaire aux Droits de l'Homme des Nations Unies a publié une liste noire de 112 entreprises contribuant aux implantations coloniales israéliennes, toutes illégales. Cette liste, encore incomplète et qui doit être actualisée tous les ans, est un moyen de pression sur les entreprises : elle contient 3 entreprises françaises (Alstom, Egis et Egis rail) et plusieurs entreprises pas françaises mais commercialisant des produits ou services en France : Altice Europe, entreprise néerlandaise incluant SFR, Airbnb et TripAdvisor, entreprises américaines,

[booking.com](https://www.booking.com) entreprise néerlandaise, General Mills USA, qui commercialise Yoplait et les glaces Häagen-Dazs.

Ce 5 février 2021 a été marqué par un événement important : la Cour Pénale Internationale confirme enfin sa compétence sur le Territoire Palestinien Occupé. Elle peut donc, même si cela n'est pas encore gagné, condamner de hauts responsables israéliens à de lourdes peines pour crimes de guerre ou pour crimes d'apartheid. Netanyahu a bien entendu crié que c'est du pur antisémitisme, mais le président étasunien Biden a lui aussi rejeté la compétence de la CPI.

Dans la période actuelle le mouvement BDS développe des campagnes ciblant plusieurs sociétés : la compagnie d'assurance et groupe bancaire AXA, qui investit dans des banques finançant les colonies et a des capitaux dans une société participant au financement de l'industrie israélienne d'armement Elbit Systems, l'équipementier sportif PUMA qui sponsorise l'Association Israélienne de Football dont ses équipes implantées dans les colonies, la société espagnole de matériel de transport CAF, qui participe à la création d'une nouvelle ligne de tramway reliant Jérusalem aux colonies.

Le boycott culturel, le refus de nombreux artistes de participer à des initiatives sponsorisées par Israël, ont un impact considérable ; Israël échoue à se servir de la culture pour tenter de redorer son image. Récemment plus de 1000 artistes irlandais se sont engagés pour le boycott. Les refus d'artistes de se produire à des festivals sponsorisés par le régime israélien ne fléchissent pas.

La semaine internationale contre l'apartheid israélien aura bientôt lieu.

Les interventions pour l'embargo militaire sur le commerce d'armes avec Israël se poursuivent.

Les zones libres d'apartheid ont continué de se multiplier malgré le COVID, notamment en Italie, ces zones concernant des

commerces, des lieux culturels ou des quartiers.

De même que le boycott de l'Afrique du Sud avait contribué à mettre fin à l'apartheid dans ce pays, le Boycott, Désinvestissement, Sanctions contre l'Etat d'Israël continue de progresser et progressera jusqu'à ce que cet Etat se conforme au droit international.

3. Une autre riposte aux lobbys sionistes, non moins importante, est la participation au mouvement antiraciste décolonial qui rassemble les acteurs de l'antiracisme politique de notre époque.

Le sens des accusations d'antisémitisme proférées par les lobbys sionistes contre les antisionistes est de propager une politique elle-même raciste.

L'antisémitisme en France est bien réel et doit être combattu. Il s'agit d'un antisémitisme de période de crise, meurtrier, s'appuyant sur la représentation complotiste des Juifs qui chercheraient à dominer le monde, reprenant ou continuant les clichés de l'extrême droite historique. Mais les tentatives d'infiltrations du mouvement de solidarité avec la Palestine par des antisémites ne sont pas plus importantes que toute tentative d'infiltration d'autres bonnes causes par des gens racistes et, surtout, la politique israélienne et les objectifs des lobbys sionistes ne peuvent que favoriser l'antisémitisme.

Il s'agit pour eux d'identifier toute la population juive comme défendant à juste titre un régime colonial, de protéger un Etat israélien qui a noué de solides relations avec des politiciens antisémites tels qu'en Hongrie avec Orbán, en Pologne, etc, sans oublier Bolsonaro et les antisémites qui gravitent autour de Trump. Il s'agit en France de se servir des Juifs contre les victimes du racisme institutionnel et systémique, en particulier les victimes de la politique islamophobe, les Juifs étant alors considérés comme les bons

élèves de la République.

Face à cette situation l'antisémitisme et les pressions sionistes en faveur de l'impunité d'Israël nécessitent de rompre avec l'exclusivisme de l'antisémitisme et de soutenir le front des populations racisées c'est-à-dire victimes des politiques racistes, d'inspiration coloniale et suprématiste, qu'il s'agisse des musulmans ou supposés tels, des populations Noires, des R'roms, des asiatiques. C'est pourquoi l'UJFP travaille à construire, avec la BAN (Brigade Anti Négrophobie), avec le CRAN (Conseil Représentatif des Associations Noires), avec La Voix des Rroms, et avec le CCIF (Collectif contre l'islamophobie en France) avant qu'il soit injustement dissous, une plateforme antiraciste qui s'adresse à toutes les victimes du racisme et dénonce toutes ses formes.

Cette résistance au racisme se manifeste dans la défense juridique mutuelle, dans les constitutions de partie civile dans des procès, dans la solidarité contre les manifestations les plus marquantes du racisme institutionnel et systémique, en particulier concernant les violences policières.

L'UJFP s'était constituée partie civile aux côtés du CCIF pour son procès contre Clavreul, qui était responsable de la DILCRA, Délégation interministérielle à la lutte contre le racisme et l'antisémitisme. Clavreul avait sur facebook accusé le CCIF d'antisémitisme et le CCIF avait gagné le procès. Il y a eu aussi un procès contre Zemmour, connu pour ses envolées racistes et l'indulgence voire le soutien de grands médias dont il bénéficie.

L'UJFP participe aux manifestations pour la régularisation des sans-papiers, pour la fermeture des centres de détention, pour la solidarité avec les migrants, victimes de politiques scandaleuses et inhumaines. Nous sommes mobilisés contre les mesures liberticides et contre la loi sur le séparatisme.

Toutes ces mobilisations promeuvent un antiracisme respirable,

correspondant aux réalités de notre époque, un antiracisme qui s'est dégagé des discours et des pressions des lobbies sionistes.

Pour laisser place aux questions et discussions, c'est le moment de conclure cet exposé.

Les mobilisations contre les pressions des lobbys sionistes font partie des luttes pour un monde décolonisé, pour un vivre ensemble dans la justice, l'égalité et la dignité.

Dans la période que nous vivons, l'avenir est incertain. Mais les régimes d'apartheid ne durent pas éternellement, et les résistances aux racismes telles que je les ai évoquées se développent malgré les mesures gouvernementales actuelles et les discours et pratiques discriminatoires de divers courants politiques. L'UJFP est engagée dans ces résistances.

**S'engager dans la Campagne BDS et dans les mobilisations antiracistes décoloniales permet de contribuer à mettre fin à l'apartheid et au régime colonial israéliens. C'est un devoir politique et moral de s'y implique**

---

## **Un argumentaire pointu contre la normalisation**

Un article signé, entre autres, par BDS Malaysia en réponse à l'article écrit par l'ambassadeur des Émirats Arabes Unis en Malaisie et publié dans le même journal, le New Straits Times.

# Aidez les Palestiniens en ne normalisant pas les relations avec Israël

6 Septembre 2020

De la fumée et des flammes s'élèvent après que des avions de chasse de l'armée israélienne ont bombardé la ville de Gaza le 18 août- AFP/file pic

Nous nous référons à l'article écrit par l'ambassadeur des Émirats arabes unis en Malaisie intitulé « UAE-Israel deal will advance the cause of regional peace, security » (l'accord entre les Émirats et Israël fera avancer la cause de la paix et de la sécurité dans la région) qui a été publié par le New Straits Times le 4 septembre 2020.

Il s'agit d'une tentative très pathétique et hypocrite de défendre ce qui est indéfendable et de justifier ce qui n'est clairement pas justifiable. L'article explique en grande partie comment l'accord a soi-disant aidé ou aidera les Palestiniens, les victimes évidentes de l'État sioniste d'apartheid oppressif et criminel.

Cette affirmation mérite un rejet immédiat. Elle fait comme si le monde était aveugle à trois faits véritablement flagrants qui sont la preuve qu'une telle revendication n'a aucun fondement dans la réalité.

Premièrement, pas une seule entité palestinienne n'a été consultée par le gouvernement des Émirats arabes unis avant l'annonce de l'accord. Il est parfaitement ridicule de prétendre aider les victimes sans leur demander d'abord si l'action est utile ou non.

Deuxièmement, le rejet et la dénonciation unanimes de l'accord par les Palestiniens de toutes tendances politiques est un signe clair qu'ils savent, et le gouvernement des Émirats arabes unis aurait dû savoir, que cet accord ne mettra PAS fin à l'oppression israélienne et à l'occupation des terres palestiniennes.

Troisièmement, l'affirmation selon laquelle l'accord a contribué à mettre un terme à l'annexion de la Cisjordanie n'est pas du tout crédible. Alors même que la nouvelle de l'accord est parvenue aux médias du monde entier, les Israéliens ont clairement fait savoir que l'annexion n'était que suspendue et qu'elle était toujours d'actualité. L'article de l'ambassadeur ignore totalement ce fait.

Il demeure incontestablement que la meilleure façon d'aider le peuple palestinien est de s'abstenir de normaliser les relations avec Israël et de continuer à boycotter et à imposer des sanctions contre l'État d'apartheid qui a ignoré d'innombrables lois, conventions et résolutions internationales lui demandant de respecter les droits humains des Palestiniens.

Si le gouvernement des Émirats ne peut même pas offrir une telle aide, alors la conduite honnête et honorable à avoir est de cesser tout simulacre désintéressé, comme le résume l'article, selon lequel ses actions ont été motivées par un désir d'aider les Palestiniens.

L'ambassadeur et le gouvernement des Émirats arabes unis ne sont absolument pas en position de déclarer que « le boycott de ces dernières années n'a pas répondu aux aspirations des peuples arabes en général et du peuple palestinien en particulier ».

Le mouvement de boycott, désinvestissement et sanctions (BDS), qui a été lancé par les Palestiniens eux-mêmes et modelé sur le mouvement anti-apartheid d'Afrique du Sud, est un moyen de

pression sur Israël pour qu'il cesse son traitement d'apartheid et ses violations des droits humains des Palestiniens. C'est un mouvement populaire, pacifique et non-violent qui a trouvé du soutien dans le monde entier, y compris, il faut l'ajouter, en Israël même.

Son efficacité est prouvée par le fait que le gouvernement israélien a créé tout un ministère pour contrer les campagnes BDS et que la machine de propagande sioniste s'est employée à criminaliser un mouvement ouvert à tous qui prône l'antiracisme, la non-violence et seuls des moyens légaux dans toutes ses campagnes.

Alors que le mouvement de boycott prend de l'ampleur au niveau international, il est en effet des plus honteux pour un gouvernement arabe de déclarer qu'il ne répond pas aux aspirations palestiniennes et de s'en servir comme excuse pour normaliser les relations avec Israël.

Il est donc normal que le monde entier, à son tour, demande au gouvernement des Émirats arabes unis si l'accord entre Israël et les Émirats arabes unis répond aux aspirations des citoyens des Émirats arabes unis. Qu'on demande, en effet, si le gouvernement des Émirats a mené les consultations nécessaires avec ses propres citoyens pour savoir s'ils souhaitent voir leur pays avoir des liens diplomatiques et autres avec un régime qui opprime et brutalise d'autres Arabes et ne donne aucun signe qu'il pourrait s'arrêter.

Nous attendons un article de l'ambassadeur donnant des détails sur un référendum, un plébiscite ou une enquête nationale honnête prouvant que la décision de son gouvernement de normaliser les relations avec Israël bénéficie d'un solide soutien populaire au sein de la population des Émirats arabes unis et qu'elle répond à ses aspirations.

D'ici là, appelons un chat un chat.

La décision du gouvernement des Émirats arabes unis a été



prise dans le seul but de faire les yeux doux aux sionistes et dans le but ultime d'être dans les bonnes grâces du gouvernement américain, afin de renforcer la sécurité et la longévité d'une clique au pouvoir sans tenir compte des souhaits et des opinions de ses propres citoyens.

Dans la mesure où le sort des Palestiniens n'est pas entré dans les calculs de la clique dirigeante, il s'agit indéniablement d'une trahison et d'un coup de poignard dans le dos à la cause palestinienne. Aucune lettre ou article d'un ambassadeur des Émirats arabes unis ne pourra le cacher.

1. BDS MALAYSIA
2. MUSLIM CARE MALAYSIA
3. MyCARE
4. MUSLIMAH INTEREST ZONE & NETWORKING ASSOCIATIONS (MIZAN)
5. PERTUBUHAN MAWADDAH MALAYSIA
6. PERTUBUHAN CAKNA PALESTIN MALAYSIA
7. MALAYSIAN WOMEN COALITION FOR AL QUDS AND PALESTINE
8. VIVA PALESTINA MALAYSIA
9. ANGKATAN BELIA ISLAM MALAYSIA (ABIM)
10. GLOBAL PEACE MISSION (GPM) MALAYSIA
11. PERTUBUHAN IKRAM MALAYSIA
12. PERTUBUHAN SEJAGAT MALAYSIA
13. AL-QUDS FOUNDATION MALAYSIA
14. MAPIM – MUSLIM ASSOCIATION CONSULTATIVE COUNCIL
15. MOVEMENT FOR MONETARY JUSTICE MALAYSIA

Les points de vue exprimés dans cet article sont ceux de l'auteur et ne reflètent pas nécessairement ceux de New Straits Times

---

## **Campagne BDS France : solidarité, justice et liberté pour la Palestine**

Sur Radio Arts-Mada, [arts-mada.fr](http://arts-mada.fr) média citoyen en Ile-de-France, dans le cadre de l'émission « Résistances, Chroniques palestiniennes » interview de Jean-Guy Greilsamer, membre de l'équipe d'animation de BDS France et de l'Union Juive Française pour la Paix (UJFP), sur le thème : Campagne BDS France : solidarité, justice et liberté pour la Palestine.

L'émission peut être écoutée sur ce lien :

<http://arts-mada.fr/podcasts/resistance-chroniques--palestiniennes-182/resistance-chronique-palestinienne--campagne-bds-solidarite-justice-et-liberte-pour-la--palestine-707>

Elle commence après 1mn 55s d'introduction musicale

---

## **La résistance palestinienne au Plan Trump-Netanyahou :**

# Quand la quarantaine prendra fin, la lutte commencera

Noura Erakat et Yara Hawari ont débattu sur le racisme et le colonialisme et les outils du droit international pour la Semaine de l'Apartheid Israélien.



*« Quand la quarantaine prendra fin, la lutte contre ce que la crise du COVID-19 a mis en évidence commencera à peine », moments forts de la conférence en ligne « Résistance palestinienne au plan Trump-Netanyahou par temps de pandémie mondiale »*

Le lundi 6 avril, Noura Erakat, défenseure des droits de l'Homme, et Yara Hawari, écrivaine et analyste politique principale, ont rejoint une conférence en ligne organisée par le Comité National du Boycott (BNC) du mouvement BDS. L'événement faisait partie d'une série de conférences en ligne organisées pour la Semaine de l'Apartheid Israélien qui était organisée cette année autour du thème Unis Contre le Racisme et se tenait autour du 21 mars, commémoration du massacre de Sharpeville commis en 1960 par le gouvernement d'apartheid d'Afrique du Sud.

Plus de 500 personnes de 35 pays différents ont participé à cet événement en ligne, et la vidéo a déjà été vue plus de 9.000 fois.

Yara Hawari a ouvert le webinar par une réflexion sur ce que le « Deal du Siècle » signifie pour les Palestiniens, puisque ce que le deal envisage, c'est de proposer une capitulation aux Palestiniens. Il demande aux Palestiniens d'être enfermés dans des bantoustans, à Gaza de rester assiégée, et aux réfugiés palestiniens de n'avoir aucun droit. Yara a ajouté que ce deal suivait la route prise par les nombreuses

propositions qui, au cours des années, auraient ignoré et effacé les aspirations des Palestiniens à la souveraineté. Le Deal du Siècle est simplement plus flagrant que les anciennes propositions et énumère ce que l'administration américaine veut depuis longtemps : des terres palestiniennes sans continuité, ou bantoustans, contrôlées par Israël, et pas d'État palestinien. La carte qui sort de ce deal, qui en a surpris beaucoup dans la communauté internationale, montre en fait la réalité géopolitique actuelle des terres palestiniennes. La déshumanisation et l'infantilisation des Palestiniens, comme on le voit dans le « deal », n'a rien de nouveau non plus, et la tiède réaction de la communauté internationale le conforte. Il propose l'annexion et la violation de toutes les normes du droit international.

Mais Yara a [conclu](#) en disant que le « Deal du Siècle » fournit une occasion de revoir nos stratégies et d'envisager une perspective internationaliste, en même temps que la pandémie du coronavirus nous oblige à adopter une perspective internationaliste. Oui, le virus ne fait pas de différence entre qui il attaque, mais les conditions socio-économiques déterminent comment nous pourrions le combattre. Les communautés pauvres et opprimées seront inévitablement plus touchées. Les Palestiniens de Cisjordanie et de Gaza doivent affronter cette pandémie alors qu'ils vivent sous le contrôle des Israéliens.

C'est significatif que le Secrétaire Général de l'ONU Antonio Guterres ait appelé à un cessez-le-feu mondial pendant cette période, mais n'ait pas inclus dans cet appel l'occupation, qui se poursuit. Les Palestiniens font face à des démolitions de maison, des raids, mais voient aussi leurs efforts pour tacler le virus bloqués (un dispensaire de campagne dans la vallée du Jourdain détruit, des bénévoles arrêtés dans la Vieille Ville de Jérusalem). Les prisonniers politiques palestiniens se retrouvent devant un risque augmenté d'infection.

Noura Erakat a commencé en [partageant](#) l'antécédent historique du contexte internationaliste et la stratégie palestinienne orientée vers la lutte dans les années 60 et 70, les reliant aux luttes anti-racistes et anti-apartheid. Elle a rappelé qu'en 1975, l'Assemblée Générale de l'ONU avait voté la Résolution 3379 qui a 'défini que le Sionisme est une forme de racisme et de discrimination raciale'. Ceci reposait sur la résolution 3151, votée en 1973 à l'ONU, qui condamnait, entre autres, l'alliance contre nature entre le racisme sud-africain et le sionisme. A cette époque, l'OLP n'avait pas pu susciter de soutien pour sortir Israël de l'Assemblée Générale de l'ONU, comme l'Afrique du Sud l'avait été. Cette résolution était la consolation.

Ceci, du coup, a fait suite au non respect par Israël de la résolution 242 de 1967 qui affirmait qu'Israël devait se retirer des territoires occupés en 1967. Non seulement Israël ne s'est pas retiré des territoires occupés, mais en plus, les négociations qui ont suivi ont exclu l'OLP et ont fini en conversations bilatérales avec les Etats Arabes. Avec le soutien d'une majorité de nations post-coloniales, et sous la direction d'Abdelaziz Bouteflika, l'Afrique du Sud a été expulsée des Nations Unies en 1974. L'OLP s'est inspirée de ce geste.

Cependant, en ce moment même, il est clair que le « *Deal du Siècle* » est la culmination logique d'Oslo, qui est ce qui a ouvert la voie en délimitant les zones A,B,C et en transmettant le contrôle de la terre et des ressources à Israël.

Noura a également fait remarquer que l'internationalisme ou l'intersectionnalité ne sont pas que de nobles slogans. Il y a des réclamations et des actions qui les rendent réels et condamnables tous les jours. Nous avons surveillé avec angoisse le COVID-19 frapper Gaza, et le régime des sanctions israéliennes la rend invivable. Yara a ajouté qu'une façon concrète de défendre les droits des Palestiniens, c'est de

soutenir le travail accompli sur le terrain pour l'assistance et le soutien médical. C'est important de soutenir les populations vulnérables, tels que les prisonniers politiques bloqués dans des prisons surpeuplées, avec les autorités israéliennes qui refusent de les tester ou de leur fournir aucune aide. On peut faire le lien entre l'exigence de sécurité pour les prisonniers politiques et une plus large exigence d'abolitionnisme dans d'autres endroits où les prisonniers sont libérés pour empêcher l'expansion du coronavirus.

Noura nous a rappelé que, pendant cette quarantaine, nous devons être bienveillants et humains à tous les niveaux. Car quand la quarantaine prendra fin, le combat contre ce que la crise du COVID-19 a produit commencera à peine. Nous devons mettre l'accent sur beaucoup de choses qui ont été éclaircies aujourd'hui : que le capitalisme c'est la maladie, et que les régimes carcéraux ne sont pas supportables. Nous devrions aussi regarder avec attention les exemples positifs qui émergent comme la libération de prisonniers en Iran, et la nationalisation d'hôpitaux en Irlande.

Il faut demander pourquoi les lits d'isolement et les respirateurs sont limités ? C'est parce que la gestion des hôpitaux est focalisée sur les profits, pas sur les situations d'urgence sanitaire.

La conférence en ligne s'est [conclue](#) avec Noura qui a insisté sur le fait que le contexte n'est plus aujourd'hui dominé par des gouvernements anti-coloniaux, mais que l'ossature anti-coloniale existe bien dans les mouvements sociaux. Il n'y a pas de révolte mondiale, mais l'anticolonialisme est un projet inachevé. Le monde est maintenant dominé par des formes de néocolonialisme du Nord global et des institutions financières comme le FMI et la Banque Mondiale qui ont dérégulé les industries, tué le secteur public, et imposé des dettes débililitantes. Ce néocolonialisme, c'est ce qu'il faut combattre. Yara a rappelé les nombreuses manifestations contre

le néolibéralisme qu'on a récemment vues au Chili, en Irak, au Liban, au Soudan et d'autres endroits l'année dernière, ce qui prouve qu'il y a coalescence entre les mouvements. Elle a par ailleurs ajouté que la société civile palestinienne et son langage ont été ONGisée – adoptant des constructions post-coloniales, voilant l'inégalité économique, et que tout ceci il faut aussi le défier.

Si vous avez raté la conférence en ligne, vous pouvez encore la regarder [ici](#).

**Traduction** : J. Ch. pour BDS France

**Source** : [BDS](#)

---

## **Compagnie de danse Batsheva, qui finance ? Éléments de réponse**

Ohad Naharin, directeur du ballet israélien Batsheva, contesté par la Campagne BDS France lors de la saison croisée France-Israël, prétend être un opposant au régime d'apartheid israélien. Vous trouverez ci-dessous quelques informations sur les financeurs de cette compagnie.

Il y a trois financeurs publics:

1 -Le **Ministère de la Culture**

2 – La **Mairie de Tel Aviv**

3 – La **Division des Affaires Culturelles et Scientifiques du**

**Ministère des Affaires étrangères.** Dans la présentation de cet organisme, des passages particulièrement révélateurs de l'esprit qui anime ce ministère. En voici quelques uns :

\* *»Après presque 50 ans de lutte et de conflit, **Israël a enfin atteint le stade de la normalisation.** Des traités de paix avec l'Égypte et la Jordanie et des accords de paix entre Israël et l'OLP ont déjà été signés.*

\* *»Dans le contexte du monde en mutation, le gouvernement israélien insiste sur le rôle de la culture, de la science et de l'économie en tant que moyen important de développer les relations avec les pays du monde. **Le ministère israélien des Affaires étrangères les considère comme la carte de visite de l'État.** À partir de 1994, il a publié une nouvelle directive exigeant une activité culturelle, universitaire et scientifique accrue sur la scène internationale. »*

\* ***»LA CULTURE À L'ÈRE DE LA PAIX***

***Alors qu'Israël passe d'une époque de confrontation à une ère de paix et de coopération, nous accordons une importance accrue à la qualité de ce qu'Israël a à offrir dans les domaines de la culture, de la science, de l'éducation et des affaires universitaires. N'ayant plus l'image d'un peuple assiégé, d'un pays excellent principalement en matière de défense et de sécurité, Israël peut désormais se concentrer davantage sur son excellence culturelle et scientifique. À la lumière de ce changement, le ministère des Affaires étrangères se concentre de plus en plus sur la tâche de porter les produits de l'intellect et de la créativité israéliens à l'attention de la communauté mondiale.***«

À travers ce florilège, on voit bien que les artistes qui sollicitent et obtiennent ce financement deviennent des « **cartes de visite** » pour promouvoir l'image d'un état qui prétend être tout le contraire de ce qu'il est en réalité (pacifique, entouré d'états amis et, au sein duquel, il



n'existe aucun « problème palestinien »).

Et pour conclure avec ce sinistre ministère, un autre extrait témoignant d'un cynisme qui apparaît difficilement dépassable:

*« Tout comme l'attention du monde entier a été portée aux conflits de la région du Moyen-Orient, il en va de même du grand intérêt international **pour le processus de paix et ses fruits.** » .....*

Des milliers de morts à Gaza, la construction d'un mur de la honte, une colonisation galopante, des prisonniers politiques par milliers dont des centaines d'enfants etc. ... qui pourrait, en effet, rêver de plus beaux fruits ????

Source: [Ministère des affaires étrangères d'Israël](#)

Parmi les financeurs privés, on notera:

– **Les banques Hapoalim et Leumi** qui font partie des banques israéliennes participant directement à la colonisation (financement de constructions dans les colonies, ouverture d'agences dans les colonies ...). Ces banques israéliennes et quelques autres sont dénoncées dans le rapport sur [\*\*Les liaisons dangereuses des banques françaises avec la colonisation israélienne\*\*](#)

-la **Société Eastronics**: d'après [son site internet](#), cette entreprise fournit des systèmes de sécurité utilisés dans les check points.

– **La Fondation Dalia et Eli Hurvitz**: Eli Hurvitz décédé en 2011, grand entrepreneur et homme d'affaire israélien est le fondateur de la société pharmaceutique **TEVA** qu'il a dirigé jusqu'en 2002, avant d'en devenir président du Conseil d'Administration jusqu'en 2010. Il a été président de plusieurs conseils d'administration de sociétés dont celui de la banque **Leumi** (1986 à 1987) ou celui de **Magal Security System** (1992 à 1994) société fabricant des systèmes de

sécurité (caméras de surveillances, par exemple) utilisés sur des grillages ou des murs de protection ... Bien que le site de **Magal** ne le précise pas, il y a tout lieu de penser que ces petits bijoux technologiques sont utilisés sur le « mur de sécurité ». La biographie d'Eli Hurvitz précise encore que ce personnage était profondément attaché aux principes du sionisme et qu'il s'est engagé dans l'armée et qu'il a, ainsi, participé à toutes les guerres (Sinaï, guerre des six jours, guerre du Kippour ....)

Source: [About Eli Hurvitz](#)

Les institutions et les personnes qui soutiennent Ohad Naharin n'entrent donc pas dans la catégorie des critiques de la politique d'Israël.

Voir aussi sur le site BDS France :

[Ohad Naharin et le ballet israélien Batsheva : rétablir quelques vérités](#)

---

# **Le mouvement BDS pour les droits des Palestiniens nommé pour le Prix Nobel de la Paix**

*Par Bjørnar Moxnes, membre du Parlement norvégien*

OSLO, Norvège, 2 février 2018 (IPS) – En tant que membre du

Parlement de Norvège, j'use fièrement de mon autorité d'élu officiel pour nommer le mouvement de Boycott, Désinvestissement, Sanctions (BDS) pour les droits des Palestiniens au Prix Nobel de la Paix. Nommer le mouvement BDS à cette reconnaissance est parfaitement en accord avec les principes que moi-même et mon parti avons très à cœur. Comme le mouvement BDS, nous sommes pleinement engagés à faire cesser une politique raciste et de droite qui se développe beaucoup trop dans notre monde, et à garantir la liberté et l'égalité pour tous.

Inspiré par le mouvement anti-apartheid sud-africain et par le mouvement pour les droits civiques américain, le mouvement de base dirigé par les Palestiniens est un mouvement de défense des droits humains, pacifique, mondial qui exhorte au recours au boycott économique et culturel pour mettre fin à la violation par Israël des droits humains des Palestiniens et du droit international.

Le mouvement BDS cherche à mettre fin à un demi-siècle de régime militaire israélien sur 4,5 millions de Palestiniens, incluant les dix ans du siège dévastateur qui exerce une punition collective et étouffe près de 2 millions de Palestiniens à Gaza, l'expulsion de Palestiniens de leurs maisons et le vol de terres palestiniennes via la construction de colonies illégales en Cisjordanie occupée.

Ce mouvement tend vers des droits égaux pour les citoyens palestiniens d'Israël, actuellement discriminés par des dizaines de lois racistes, et vers la garantie du droit internationalement reconnu des réfugiés au retour dans leurs maisons et sur leurs terres dont ils ont été expulsés.

Les réfugiés palestiniens constituent près de 50% de tous les Palestiniens et leur droit au retour leur est refusé, simplement à cause de leur appartenance ethnique, alors que le droit le garantit à tous les réfugiés.

Les buts et aspirations du mouvement BDS pour les droits humains fondamentaux sont irréprochables. Ils devraient être soutenus sans réserve par tous les gens et États tenants de la démocratie.

La communauté internationale a une longue histoire de soutien à des actions pacifiques telles que le boycott et le désinvestissement contre des entreprises qui tirent profit des violations des droits humains. Le soutien international à de telles actions a été crucial dans la lutte contre l'apartheid en Afrique du Sud et contre le régime colonial raciste de l'ex Rhodésie.

Si la communauté internationale s'engage à soutenir BDS pour mettre fin à l'occupation du territoire palestinien et à l'oppression du peuple palestinien, un espoir nouveau verra le jour pour une paix juste pour les Palestiniens, les Israéliens et tous les habitants du Moyen Orient.

Le mouvement BDS a été endossé par des personnalités en vue, dont les anciens lauréats du Prix Nobel de la Paix, Desmond Tutu et Mairead Maguire. Il reçoit le soutien de syndicats, d'associations universitaires, d'églises et de mouvements de base pour les droits des réfugiés, des immigrants, des travailleurs, des femmes, des peuples indigènes et de la communauté LGBTQI. Il est de plus en plus adopté par des groupes juifs progressistes et des mouvements antiracistes dans le monde entier.

Après que 11 ans se soient écoulés depuis le lancement de BDS, il est grand temps pour nous de nous engager à ne pas causer de préjudices et pour tous les États à cesser leur complicité avec l'occupation militaire israélienne, avec l'apartheid raciste, le vol permanent de la terre palestinienne et d'autres violations flagrantes des droits humains.

Décerner le Prix Nobel de la Paix au mouvement BDS serait un signe puissant montrant que la communauté internationale est

engagée à soutenir une paix juste au Moyen Orient et à utiliser des moyens pacifiques pour mettre fin au régime militaire et, plus largement, aux violations du droit international.

J'ai l'espoir que cette nomination puisse être un pas modeste mais nécessaire pour produire un avenir plus digne et plus beau pour tous les peuples de la région.

*Bjørnar Moxnes est membre du Parlement norvégien*

Source :  
<http://www.ipsnews.net/2018/02/bds-movement-palestinian-rights-nominated-nobel-peace-prize/>

Traduction :  
<http://www.aurdip.fr/le-mouvement-bds-pour-les-droits.html>

---

# **Comment agir pour défendre le droit au boycott ? Interpeller nos élus!**

30 septembre 2017

Le « BDS » (Boycott-Désinvestissement-Sanctions) est souvent sujet aux fantasmes. Parmi le grand public, les institutions françaises ou même au sein de la société civile, l'acronyme suscite l'incompréhension, le rejet... « c'est illégal en France », « c'est de l'antisémitisme »... Mais qu'est-ce qui se cache réellement derrière ces trois lettres ?

# BDS, c'est quoi ?

« BDS » fait référence aux termes **Boycott, Désinvestissement, Sanctions**. Il a pour origine une campagne lancée en 2005 par une très large coalition d'organisations de la société civile palestinienne, un an après l'avis de la Cour internationale de justice qui rappelait les obligations internationales d'Israël et notamment l'illégalité du Mur de séparation (en réalité d'annexion) et des colonies. Devant le refus israélien de se conformer au droit, la société civile palestinienne a lancé un appel au boycott, désinvestissement et aux sanctions contre l'État d'Israël jusqu'à ce qu'il se conforme au droit international et donc reconnaisse les droits des Palestiniens (1). Ce mouvement s'inspire du boycott qui avait contribué à mettre fin à l'apartheid en Afrique du Sud.

## Il se fixe 3 objectifs :

- La **fin de l'occupation et de la colonisation** de toutes les terres arabes et le démantèlement du Mur ;
- La **reconnaissance des droits fondamentaux des Palestiniens citoyens d'Israël** et de leur égalité avec les autres citoyens israéliens ;
- Le **respect, la protection et la promotion du droit des réfugiés palestiniens** à retourner dans leur foyer d'origine et propriétés tel que prévu par la résolution 194 de l'ONU.

A partir de cet appel, des campagnes de sensibilisation et d'action « BDS » ont été menées partout dans le monde.

Pour la campagne palestinienne, le **boycott** est un engagement citoyen en faveur du droit. Il s'agit de rompre les relations avec les entreprises israéliennes et internationales qui sont impliquées dans les violations des droits de l'Homme des Palestiniens, ainsi qu'avec les institutions sportives, culturelles et académiques complices.

Les campagnes de **désinvestissement** exigent, elles, des entreprises, banques, conseils municipaux, églises, fonds de pension et universités, de retirer leurs investissements de

toute entreprise israélienne ou entreprise internationale impliquée dans la violation des droits des Palestiniens.

Les campagnes de **sanctions** visent à ce que les gouvernements et organismes institutionnels exigent d'Israël le respect du droit en suspendant ou mettant un terme à la coopération militaire, à des accords de libre-échange, ou d'autres formes de coopérations, et qu'ils excluent l'État israélien des forums internationaux tels que des organes des Nations unies ou la FIFA, l'Eurovision, des organismes de recherche etc.

Il existe une diversité de comportements par rapport au BDS ; certaines organisations n'ont pas rejoint l'appel BDS de 2005 mais pratiquent quand-même une forme de boycott. Certaines prônent un boycott total tel que demandé par les Palestiniens, d'autres rejettent le boycott culturel. Certaines n'acceptent que le boycott des produits des colonies, d'autres ne pratiquent que le désinvestissement etc.

## **Face aux idées reçues, que puis-je faire en tant que citoyen ? Comment agir pour défendre le droit au boycott ?**

- **Interpeller mes élus en leur proposant une question écrite**, un outil permettant d'interpeller le gouvernement sur une question. Le gouvernement est obligé de répondre à la question, et plus le gouvernement reçoit de questions sur un sujet, plus il doit s'en emparer dans sa politique générale. Téléchargez le modèle ici :



**Proposition de question écrite (pdf)**



## Proposition de question écrite (word)

Envoyez-là à votre député et sénateur :

- Retrouvez le contact de votre député ici :  
<http://www.assemblee-nationale.fr/q...>
- Retrouvez le contact de votre sénateur ici :  
<http://www.senat.fr/senateurs/senci...>

## SOURCES

<https://bdsmovement.net/faqs#collap...>

<https://bdsmovement.net/what-is-bds>

[www.bdsfrance.org](http://www.bdsfrance.org)

<http://www.aurdip.fr>

[www.eccpalestine.or](http://www.eccpalestine.or)

<http://www.pcbs.gov.ps>

<http://www.un.org>

(1) Voir [l'appel au BDS par la société civile palestinienne](#)

---

# 5 mythes sur le boycott d'Israël que chaque amoureux du théâtre devrait prendre en compte

21 Juillet 2017



*Dan Fishback est un dramaturge new-yorkais et membre du Jewish Voice for Peace Artists Council. Sa comédie musicale « The Material World » a été nommée dans les 10 meilleures pièces de 2012 par Time Out New York.*

Depuis qu'un groupe de comédiens de haut rang [a demandé au Lincoln Center d'annuler les prochaines représentations d'une pièce de théâtre financée par le gouvernement israélien,](#) la communauté dramaturge de la ville de New York est ébranlée par la gêne. Bien que beaucoup de professionnels du théâtre soutiennent la cause palestinienne, peu, en leur for intérieur, sont prêts à annuler une pièce, particulièrement dans un contexte actuel peu favorable à la culture, où [le président prévoit de supprimer la NEA](#) et que des soutiens de Trump interrompent Jules César.

Dans l'ère anti-culture de Trump, tous ceux qui travaillent dans le milieu de la culture souhaitent d'avantage de liberté d'expression et non moins. Alors pourquoi tant d'entre nous, de la gauche culturelle, soutiennent le mouvement Boycott, Désinvestissement et Sanctions (BDS) contre l'Etat d'Israël ?

En tant que dramaturge juif qui croit fortement que le BDS est le seul chemin vers une paix juste en Israël/Palestine, il est important pour moi que mes camarades artistes de théâtre comprennent ce qu'est le boycott, et ce qu'il n'est pas. Il existe tant de mythes au sujet de ce mouvement. La [couverture médiatique](#) lui est presque entièrement négative, et aujourd'hui 42 sénateurs, aussi bien Républicains que Démocrates, soutiennent un projet de loi visant à rendre illégal le soutien au BDS.

Un bref coup d'œil sur la campagne BDS pourrait nous diaboliser et il ne vous permettrait pas d'évaluer la situation catastrophique des Palestiniens ; vous ne pourriez évaluer à quel point le BDS est nécessaire à leur liberté, ni même comment le boycott fut méticuleusement élaboré dans le but de défendre les principes fondamentaux de la liberté d'expression.

# Mythe 1: Nous boycottons toutes les pièces israéliennes

Nous ne boycottons pas les “pièces de théâtre israéliennes” en général, mais plutôt les pièces financées par l'état israélien, ou produites par des institutions qui soutiennent activement l'occupation. A titre d'exemple, au prochain festival du Lincoln Center, nous n'appelons pas à boycotter une pièce, qui pourtant est israélienne : nos détracteurs se gardent bien de le mentionner

Par exemple, les compagnies de théâtre que nous boycottons (Ha'bima et Cameri) acceptent toutes les deux des financements de l'état israélien et se produisent régulièrement dans les colonies illégales des territoires palestiniens occupés, qu'Israël continue de maintenir et de répandre en violation du droit international.

Ce n'est donc pas la nationalité des artistes qui nous importe, mais bien leur complicité dans une structure politique oppressive.

En pourtant, des voix pro-israéliennes comme Jonathan Greenblatt de la Ligue Anti-Diffamation [attaque le boycott](#), en disant :

“Lorsque vous rejetez une œuvre d'art en vous basant sur sa seule origine nationale et lorsque vous essayer d'empêcher les autres de la voir et d'en tirer leurs propres conclusions, ce n'est pas une position politique. C'est un préjudice, pure et simple.”

Bien sûr nous ne boycottons pas une pièce “en nous basant uniquement sur ses origines nationales”. Mais, comme souvent, nos critiques ne prennent pas la peine d'écouter notre point de vue, ou même de lire les grands principes du boycott. Il est plus facile pour eux de diffuser des mensonges et, ironiquement, de “diffamer” leurs opposants.

## Mythe 2: Boycotter une pièce c'est toujours de la censure

En vérité, tout comme l'appel au BDS exclu de boycotter sur la base de la nationalité, il [exclu tout aussi explicitement](#) toute censure basée sur le contenu de l'œuvre. Nous nous focalisons uniquement sur les relations de l'artiste à l'état d'Israël.

Une des principales raisons pour lesquelles nous nous focalisons autant sur les financements de l'état pour les voyages est que, pour accepter ces financements, les artistes doivent officiellement accepter de devenir des instruments de propagande. Le [contrat dit](#) :

“[L'artiste] est conscient que le but de faire appel à ses services est de promouvoir les intérêts politiques de l'état d'Israël via la culture et l'art, tout en contribuant à créer une image positive d'Israël.”

En fait, la raison explicite de ce financement est d'utiliser la culture afin de distraire le monde des brutalités de l'occupation. Et ceci n'est pas une théorie du complot, Israël l'admet. Ils ont créé le bureau de la “Brand Israel” en 2005 avec cet objectif. Un élu [a même déclaré](#) : “nous voyons la culture comme un outil de hasbara [“propagande” en hébreu] de premier choix, et je ne fais pas de différence entre hasbara et culture.”

Dans ce contexte, ce n'est pas que BDS “censure” l'œuvre, c'est que BDS résiste à une campagne de propagande élaborée dans le but d'influencer la politique internationale.

Les militants anti-boycott disent souvent que cette approche n'a pas de sens aux vues des nombreux artistes israéliens en tournée qui sont critiques du gouvernement israélien. Mais je réponds à ça que cet art “critique” n'est pas une partie négligeable de la campagne de propagande de la Brand Israel,

il en est en fait le centre. Israël désire activement que les citoyens étatsuniens imaginent qu'Israël est un endroit où les idées sont exprimées librement, et non, en fait, un endroit où soutenir le BDS est un délit et où la culture palestinienne est activement effacée.

## **Mythe 3: le boycott culturel porte atteinte à l'échange libre d'idées, nécessaire pour changer les choses**

Honnêtement, l'appel pour le BDS n'arrête pas les artistes israéliens de voyager aux Etats-Unis – il leur demande seulement de rejeter les financements d'état, par principe. Si quelqu'un empêche vraiment l'échange libre d'idées, c'est l'état d'Israël, qui cherche systématiquement à détruire la culture palestinienne basée sur l'identité des artistes et le contenu de leurs œuvres.

Il y a des exemples évidents, comme l'arrêt des subventions et l'intimidation des théâtres palestiniens à l'intérieur d'Israël. Mais il y a aussi les injustices plus circonstancielles, comme les différentes manières qu'Israël a de limiter les déplacements des Palestiniens, d'entraver leur accès à l'éducation et de supprimer l'histoire culturelle palestinienne du territoire.

Donc quand Israël envoie des danseurs, acteurs ou réalisateurs israéliens autour du monde, se vendant comme le lieu de la diversité des voix artistiques, ils cachent la réalité : Israël est un lieu d'anéantissement culturel, où les Palestiniens doivent se battre, non seulement pour l'autonomie politique et la justice économique, mais pour leur langue, leur histoire et leur voix culturelle.

L'appel au BDS a pour objectif, à long terme, de libérer ces voix, afin d'avoir plus de culture, et non moins.

# Mythe 4: le boycott est antisémite car il ostracise Israël

Nombre de détracteurs du BDS disent : "Il se peut qu'Israël fasse des choses horribles, mais d'autres pays sont encore pires ! Pourquoi ne pas les boycotter?" Avec cette logique, il est vrai qu'il semble antisémite que, de tous les pays du monde, nous nous concentrons uniquement sur l'état juif.

La réalité est que, contrairement à ces autres pays, Israël est un endroit où une population opprimée a spécifiquement demandé le boycott à la communauté internationale, comme forme de solidarité. Lorsqu'une population opprimée appelle à des formes d'aides spécifiques, nous avons la responsabilité de prendre au sérieux ses demandes.

Outre le contexte spécifique de l'appel palestinien au boycott, il existe nombre de raisons pour lesquelles un étatsunien devrait concentrer ses énergies politiques sur Israël/Palestine, entre autres :

- Un supporter du BDS pourrait être Palestinien, ou avoir de la famille ou des amis palestiniens. Cela pourrait être très personnel.
- Un supporter du BDS pourrait être juif et en avoir assez qu'Israël utilise son identité à des fins politiques oppressives.
- Un supporter d'Israël pourrait savoir comment le gouvernement donne des milliards de dollars U.S à Israël chaque année, et se sentir personnellement responsable de l'occupation que tous les contribuables étatsuniens, en vérité, financent. En d'autres termes, nous sommes déjà tous impliqués.

# Mythe 5: BDS n'est pas la manière la plus efficace de protester contre les crimes d'Israël

Un argument que les sionistes libéraux donnent souvent contre le BDS est qu'eux aussi sont contre l'occupation par Israël de la Cisjordanie et la Bande de Gaza, mais que le boycott n'est pas une forme de résistance efficace contre cette injustice. "Cela met les gens trop mal à l'aise," disent-ils, "et la cible est trop large." Ils pensent que les militants BDS ont l'air de brutes quand nos campagnes impactent même les "bons" Israéliens qui ne sont pas activement impliqués dans l'oppression des Palestiniens.

Pour répondre à cette accusation, je dois faire un immense pas en arrière. Quand j'étais enfant, les sionistes libéraux autour de moi me disaient, encore et encore, que si les Palestiniens ne pratiquaient que la non-violence, ils auraient un état viable. Maintenant nous y sommes, plus d'une décennie du mouvement non violent le plus large pour les droits humains palestiniens depuis que [750 000 Palestiniens furent expulsés de chez eux en 1948](#), et qu'est-ce qu'on entend ? On entend que le BDS, lui aussi, est la mauvaise tactique. On entend qu'il faut quelque chose d'encore plus doux.

A cela, je répondrai simplement : il n'y a pas de temps, et la situation est trop désespérée : Israël n'a pas de volonté politique de démanteler l'occupation ; les Etats-Unis continuent d'envoyer des milliards de dollars pour soutenir le siège de Gaza ; même les politiciens étatsuniens de gauche font la courbette au lobby israélien ; et même des sionistes libéraux comme Bernie Sanders sont appelés "antisémites" pour avoir affirmé tièdement l'humanité des Palestiniens.

Nous ne pouvons plus attendre que nos politiques poussent Israël à respecter les droits humains des Palestiniens. Nous

ne pouvons plus dire : “Non, CECI n’est pas la bonne manière de se battre” chaque fois que les Palestiniens tentent d’obtenir justice. Au bout d’un moment, il faut prendre position pour la dignité humaine, même si cela nous rend mal à l’aise, et même si ce n’est pas comme ça que nous ferions “normalement” les choses. Car aussi longtemps que l’oppression des Palestiniens correspond à notre signification du mot “normal”, nous permettrons que cela continue.

source: <http://forward.com/scribe/377463/5-myths-about-israel-boycotts-that-every-theater-lover-should-consider/>

Traduction: Lauriane G. pour BDS France

---

## **VIDÉOS: Argumentaires pour le boycott culturel et universitaire.**

A l’occasion d’une soirée de travail organisée à Paris le 24 novembre 2016, autour de la parution du livre d’Eyal Sivan et Armelle Laborie, « Un boycott légitime – Pour le BDS universitaire et culturel de l’État d’Israël », aux éditions La fabrique.

### **– Justification du boycott – AURDIP (03’37 »)**

Ivar Ekeland, Président de l’AURDIP ([aurdip.fr](http://aurdip.fr)), justifie la pratique du boycott comme arme de luttes des populations pour le droit et la justice.

## **– Un boycott légitime, présentation du livre par Eyal Sivan (16'43 »)**

Eyal Sivan présente la démarche et les arguments du livre, dans un contexte actuel où le système universitaire israélien est en collaboration active avec l'appareil sécuritaire, militaire et de propagande d'Israël.

## **– Hasbara & Brand Israël (18'49 »)**

Armelle Laborie et Eyal Sivan : du dispositif gouvernemental de la Hasbara à Brand Israël, face à la menace stratégique majeure qu'est devenu le boycott universitaire et culturel.

## **– Les légitimités du boycott académique de l'État d'Israël (25'27 »)**

Réponses aux questions concernant les diverses légitimités du boycott universitaire et culturel de l'État d'Israël.

## **– Production et distribution cinématographique israélienne (18'24 »)**

Armelle Laborie et Eyal Sivan : autant la production israélienne est relativement libre d'expression, autant la distribution est contractuellement assujettie au blanchiment de l'image et des pratiques de l'État d'Israël.

---



# Clermont contre le « modèle israélien », et pour l'embargo militaire

Onze militant-e-s AFPS 63 et BDSF 63 se sont relayés pour distribuer, entre le 27 novembre et le 02 décembre 2016, 2.600 exemplaires d'un tract (ci-joint : [israel-pour-modele-afps-63-sept-2016](#)) sur 4 marchés populaires de Clermont-Ferrand : les Salins, la Gauthière, St-Jacques et Montferrand. **Ce tract dénonce le « modèle israélien » qu'on veut nous vendre pour lutter contre le terrorisme, et appelle au boycott de l'État d'Israël et à l'embargo sur le commerce des armes.**

Les citoyen-ne-s rencontré-e-s sur ces marchés reflétaient une large partie de la diversité de la population clermontoise. Si l'on excepte quelques personnes qui refusent tout tract, et une très petite minorité qui déclare soutenir Israël, nos militant-e-s ont reçu un bon accueil, de nombreux remerciements et encouragements (malgré un certain pessimisme sur les perspectives de justice et paix en Palestine), pris des contacts souhaitant recevoir nos infos, et noté une promesse d'adhésion.

---

## L'apartheid n'est pas qu'une métaphore

Ashley Davidson  
8 Décembre 2015

Centrée sur la complicité des universités israéliennes dans le maintien de l'occupation de la Palestine et sur la répression de la liberté académique et politique des Palestiniens, une nouvelle collection d'essais, *Contre l'Apartheid : le bien-fondé du boycott des universités israéliennes*, publiée par Ashley Dawson et Bill V. Mullen, explique pourquoi des professeurs et des étudiants à travers le monde devraient rompre leurs liens avec les institutions israéliennes.

La présentation d'Ashley Davidson, qui suit, est l'une de celles qui ont inauguré la sortie du livre à New York.



Palestiniens faisant la queue avant l'aube pour passer un checkpoint à Bethléem

JE SUIS NÉE en 1965 en Afrique du Sud aux temps les plus sombres de l'apartheid, quand la plupart des opposants politiques étaient en prison ou en exil et alors que le mouvement démocratique de masse n'avait pas encore pris forme. J'ai passé une bonne partie de ma carrière de professeur à réfléchir au colonialisme, à l'impérialisme et à l'apartheid, de manière à faire le lien avec cette histoire et à lui donner un sens au présent.

D'un point de vue personnel, il m'importe grandement de comprendre l'histoire de l'apartheid et d'en combattre les manifestations contemporaines, mais je pense que cela devrait nous concerner tous fortement. Dans cet exposé, je vais essayer d'expliquer pourquoi nous devrions tous nous rallier à

cette lutte.

L'apartheid n'est pas qu'une métaphore dont faire un usage vague. Le terme renvoie à un ensemble spécifique de politiques. À cet égard, je veux dire d'emblée que nous devrions tous être clairs : Israël n'est pas exactement semblable à l'Afrique du Sud. En utilisant le terme d'apartheid je ne prétends pas suggérer que les deux sociétés sont exactement les mêmes.

En fait, si vous connaissez un peu l'histoire de l'apartheid en Afrique du Sud, vous savez qu'il y a eu une évolution. Avant 1948, lorsque les Britanniques avaient encore le contrôle de l'Afrique du Sud, il existait un ensemble de politiques relativement souples et même quelques lois qui imposaient des formes de ségrégation et d'oppression sur la majorité de la population. Ce ne fut toutefois qu'avec l'élection du Parti National en 1948, que l'apartheid fut mis en place par la formalisation d'un système juridique totalisant – ce que nous considérons maintenant comme caractérisant l'Afrique du Sud raciste.

L'apartheid sud-africain fut constitué progressivement, puis sous la pression du mouvement démocratique de masse des années 1980, quelques aspects particuliers de cette politique furent supprimés. Par exemple, au milieu des années 1980, le régime accorda le droit aux Asiatiques du Sud et aux dits « métis » d'être représentés au Parlement. Et bien sûr, la majorité noire du pays était supposée être souveraine dans ses « homelands ou patries ».

Un des principaux éléments de la campagne contre l'apartheid en Afrique du Sud, – une campagne de boycott, désinvestissement, sanctions – fut un défi à l'oppression matérielle sur le terrain aussi bien qu'à la légitimité idéologique du gouvernement sud-africain, en particulier à l'idée que le régime accordait une représentation significative et une souveraineté à la majorité non blanche.

C'est précisément une telle campagne de démythification que nous avons besoin de mobiliser autour d'Israël qui se vante d'être un parangon de démocratie dans une région troublée.

---

QU'EST CE DONC que l'apartheid ? Une brève définition juridique serait sans doute utile : l'apartheid est constitué d'actes inhumains perpétrés dans le but d'établir et de maintenir la domination d'un groupe racial de personnes sur tout autre groupe racial de personnes et d'exercer sur lui une oppression systématique. Cette définition, sur laquelle repose notre usage du terme dans notre livre, est issue de deux traités internationaux : la Convention Internationale sur la Suppression et la Punition du Crime d'Apartheid (1973) et le Statut de Rome de la Cour Pénale Internationale (1998).

Ces traités internationaux et leurs interdictions de l'apartheid n'ont pas simplement le statut de droit coutumier international. Ce sont des règles préventives du droit international – connu comme la norme *Jus cogens*. Ce statut implique que d'autres États et des organisations internationales sont obligés de coopérer afin de mettre fin à des entraves sérieuses à ces normes. Ainsi, si Israël est de fait un État d'apartheid, alors les organisations internationales et les États sont dans l'obligation de mettre fin à cet apartheid. Et il en va de même pour les individus que nous sommes tous. C'est pourquoi ce terme est tellement important.

Comme le dit Omar Barghouti, « la signification pour la lutte palestinienne pour l'autodétermination du fait que le droit international considère l'apartheid comme un crime contre l'humanité – ce qui, par suite, entraîne des sanctions similaires en nature et en ampleur à celles qui ont été imposées à l'Afrique du Sud de l'apartheid – ne peut être exagérée.

Il y a certes beaucoup de différences entre l'Afrique du Sud et Israël. Les différences démographiques sont majeures : dans l'Afrique du Sud de l'apartheid, il existait une minorité blanche qui aspirait à maintenir sa domination sur une majorité noire, alors qu'en Israël la population en majorité juive est engagée dans un traitement discriminatoire d'une minorité de Palestiniens au sein-même d'Israël, et dans un traitement discriminatoire et une occupation militaire des Palestiniens dans les territoires occupés. Et Israël n'a pas d'équivalent direct des lois toxiques de « l'apartheid mineur » telle la Loi sur la Séparation des Équipements Publics qui a instauré des toilettes, des plages et des fontaines ségréguées racialement en Afrique du Sud.

Mais il y a des ressemblances très importantes, des ressemblances structurelles qui nous autorisent à parler d'apartheid dans les deux sociétés. Je vais détailler ici trois éléments-clé, d'abord en Afrique du Sud puis en Israël.

En Afrique du Sud, le régime d'apartheid était soutenu par trois ensembles-clé de lois.

Le premier a divisé la population du pays en groupes raciaux distincts et a assuré des droits supérieurs, des privilèges et des services aux blancs. Parmi ces lois raciales se trouvait la Loi de Classification de la Population de 1950, qui exigeait des gens de couleur d'avoir sur eux des laissez-passer ; la Loi sur l'Éducation Bantoue de 1953 ; et la Loi sur la Séparation des Équipements Publics de 1953. Ces lois ont institutionnalisé des hiérarchies raciales informelles qui avaient prévalu pendant l'ère pré-apartheid, créant des divisions légales rigides entre groupes raciaux tels que blancs, « métis », Indiens et Noirs.

La deuxième clé de voûte de l'apartheid sud-africain fut une série de lois qui ont marqué une ségrégation dans la population selon des zones géographiques distinctes attribuées à différents groupes raciaux. La ségrégation imposée par la

Loi d'Habitation Séparée de 1950 fut ensuite renforcée par une série de lois sur les laissez-passer tel l'Amendement sur les Lois concernant les Natifs de 1952 qui a restreint le droit de passage des Noirs et d'autres groupes racialisés dans les villes et d'autres parties du pays allouées aux blancs.

Ces mesures de ségrégation ont été développées dans ce que les architectes appellent le « grand apartheid ». C'est au moyen de cette politique que le gouvernement sud-africain put créer une série de « homelands », connus également sous le nom de « bantoustans », dans lesquels des Sud-africains noirs furent transférés et assignés à résidence. Cela se situe sur une petite part de la terre sud-africaine, généralement la plus pauvre. Le régime a prétendu que la majorité de la population du pays était souveraine sur ces soi-disant patries.

Le troisième élément-clé de l'apartheid sud-africain était une matrice de lois sécuritaires qui ont légalisé la détention administrative infinie, la torture, le bannissement et l'assassinat d'opposants au régime d'apartheid.

---

PARLONS MAINTENANT d'Israël où a été institué un ensemble de dispositions législatives parallèle à celui de l'Afrique du Sud. Le premier élément-clé de l'apartheid israélien réside dans une série de lois et de politiques qui établissent une distinction entre les Juifs et les non-Juifs et garantissent un statut juridique préférentiel et des bénéfices matériels aux premiers.

La « loi du retour » israélienne, codifiée en 1950, définit qui est juif d'un point de vue juridique et permet à tout Juif de la diaspora mondiale d'immigrer en Israël. La loi de Citoyenneté de 1952 a conséquemment octroyé automatiquement la citoyenneté à tous les immigrants en Israël sous l'égide de la « loi du retour, tout en établissant en même temps des obstacles insurmontables à l'accès à la citoyenneté des

réfugiés palestiniens. Ce statut spécial conféré à l'identité juive a ensuite été appliqué de façon extraterritoriale dans les territoires occupés, étendant ainsi un statut juridique préférentiel et des bénéfices matériels aux colons juifs.

La deuxième clé de voûte de l'apartheid israélien consiste en politiques conçues pour fragmenter les territoires palestiniens occupés, de manière à faciliter la ségrégation et la domination – une occupation et une domination géographiques.

Il y a là une longue histoire : le Plan Sharon-Wachman a été rédigé en 1978 alors qu'Ariel Sharon était à la tête du comité ministériel pour les colonies ; ce plan annonçait l'installation de 100 colonies israéliennes construites en matériaux industrialisés sur des crêtes de montagne en Cisjordanie, organisées en blocs concentrés reliés entre eux par un ensemble d'autoroutes est-ouest.

Les Palestiniens dans les territoires occupés – des décennies plus tard et du fait de ces politiques – vivent dans un archipel d'enclaves assiégées et non contiguës, qui équivalent pour l'essentiel à de micro-bantoustans destinés à cacher la domination d'Israël sur les territoires occupés, tout comme le régime blanc espérait que la politique du Grand Apartheid cacherait le dépeçage de l'autodétermination qu'il imposait à la population noire du pays.

Le troisième et dernier élément-clé de l'apartheid israélien est une matrice de lois « de sécurité » et de politiques d'État. Elles incluent le meurtre extrajudiciaire, la torture, des traitements cruels, inhumains ou dégradants, l'arrestation arbitraire et l'emprisonnement des Palestiniens. Les conditions de vie dans les territoires occupés, avec le système des checkpoints, des routes ségréguées racialement et des colonies permanentes sont en complète contradiction avec le droit international.

En 2010, le rapporteur spécial de l'ONU sur l'indépendance des avocats et des juges a établi que les conditions juridiques du système de justice militaire – la justice est rendue par des tribunaux militaires dans les territoires palestiniens occupés – n'est pas conforme aux normes internationales et que « l'exercice de la justice par un tribunal militaire sur des populations civiles n'accomplissant pas des tâches militaires est en principe incompatible avec une administration de la justice équitable, impartiale et indépendante ». Ce système militaire est en place depuis des décennies.

J'espère que cela vous donne une idée de la raison pour laquelle nous employons le terme « apartheid » dans notre livre et pourquoi nous y voyons un motif-clé de nous engager dans la campagne BDS.

Je veux terminer en mentionnant très rapidement la question des universités et la raison pour laquelle nous devrions boycotter les universités israéliennes. Dans le système d'apartheid en Afrique du Sud, les universités étaient une clef essentielle au maintien de l'apartheid d'un point de vue matériel : elles aidaient à renforcer la puissance des Forces de Défense qui ont pu dominer militairement le mouvement démocratique de masse ; elles avaient aussi un rôle clef en donnant une légitimité idéologique au régime, en fournissant des idées telles que celle de la politique des homelands.

On peut dire quelque chose de très semblable à propos des universités israéliennes. Nombre d'entre elles ont des liens très forts avec le pouvoir militaire. De même, sinon davantage, beaucoup d'universités israéliennes et bon nombre d'universitaires israéliens jouent des rôles-clé en apportant un soutien intellectuel à l'État israélien et aux efforts qu'il fait. C'est pourquoi il est particulièrement important de comprendre que nous visons des institutions directement liées à l'État d'Israël, que nous pouvons légitimement, comme je l'ai montré, étiqueter État d'apartheid.



Traduction SF pour l'AURDIP

Source :

<http://www.aurdip.fr/l-apartheid-n-est-pas-qu-une.html>

---

# **L'UE aide Israël à opprimer les Palestiniens**

## **Controverse sur l'étiquetage des produits alimentaires israéliens**

**Pourquoi le boycott, le désinvestissement et les sanctions sont la voie juste pour avancer.**

Par OMAR BARGHOUTI 12/11/15

Israël a beau plonger dans un extrémisme d'extrême droite sans masque, notamment avec l'escalade actuelle dans la brutalité de l'occupation et de la répression, l'Europe reste largement complice du soutien à l'occupation israélienne et de la violation des droits des Palestiniens, en dépit d'une rhétorique vide de l'Union Européenne.

Tout le buzz à Bruxelles et à Tel Aviv sur l'étiquetage par l'UE des produits des colonies israéliennes dans le territoire palestinien occupé, ne peut cacher le fait que la relation de l'Europe avec Israël contredit les valeurs auxquelles elle adhère et ses engagements juridiques.

**Ignorant ses obligations en vertu du droit international**, en particulier l'avis de la Cour Internationale de Justice de

2004 contre le mur illégal d'Israël, l'UE maintient un réseau de relations militaires, de recherche sur les armes, de transactions bancaires et d'accords commerciaux avec des sociétés israéliennes, des banques et des institutions profondément impliquées dans les violations de droits humains.

L'UE a aussi obstinément refusé d'appliquer la clause des droits humains dans son accord d'association avec Israël, blanchissant de ce fait les violations permanentes du droit international par le régime israélien d'occupation, de colonialisme de peuplement et d'apartheid. Plus de 300 syndicats, ONG et autres organisations de la société civile de toute l'Europe ont lancé un appel à l'UE pour qu'elle cesse son soutien aux crimes d'Israël, notamment en suspendant l'accord d'association. L'appel a reçu le soutien de plus de 60 députés européens.

Si les droits des Palestiniens sont considérés aujourd'hui par une grande partie du monde comme « le test décisif pour les droits humains » ainsi que le dit John Dugard, le juriste sud-africain, ancien rapporteur de l'ONU sur les droits humains, alors l'UE a raté ce test.

Étiqueter les produits illégaux des colonies israéliennes au lieu de les interdire est considéré par les Palestiniens comme un échec de plus de l'UE à défendre le droit européen et international.

L'UE contribue à financer des sociétés militaires israéliennes, telles Elbit System et l'Aérospatiale d'Israël, qui sont accusées de complicité avec les crimes de guerre et probablement des crimes contre l'humanité de la part d'Israël.

L'attaque de 2014 d'Israël à Gaza, condamnée en tant que « massacre » par la présidente du Brésil et le ministre des affaires étrangères de France, a exacerbé la colère à l'échelle internationale et a encore érodé le maigre soutien dont jouit Israël dans l'opinion publique en Europe. Un ancien

vice-premier ministre britannique et un ancien premier ministre français ont ouvertement appelé à des sanctions contre Israël. Le vice-président du deuxième plus grand parti d'Allemagne a appelé à un embargo sur les armes vers Israël – comme vers l'Arabie Saoudite et le Qatar.

Bien que l'UE continue à voter en bloc son soutien aux résolutions de l'ONU pour la défense des droits palestiniens tels que décrétés par l'ONU, dont le droit au retour des réfugiés palestiniens, et bien que l'UE condamne toujours les colonies israéliennes comme illégales selon la quatrième convention de Genève, ces positions ne se sont traduites en aucune mesure effective de reddition de comptes d'Israël.

Quand on voit avec quelle rapidité l'UE a adopté des sanctions contre la Russie pour des violations présumées du droit international en Ukraine, bien pâles en comparaison des crimes d'Israël perpétrés depuis tout ce temps d'occupation du territoire palestinien, on ne peut qu'accuser l'Europe d'hypocrisie quand elle fait défaut sur des sanctions bien plus justifiées à prendre contre Israël.

Certains pourront objecter que les lignes directrices de 2013 sur les relations avec l'occupation israélienne et avec les colonies sont une manifestation concrète du rejet par l'Europe de la souveraineté d'Israël sur les territoires arabes occupés. Loin de refléter une approche qui, par principe, défend systématiquement les droits humains et le droit international, néanmoins, ces lignes directrices ont résulté directement du mécontentement croissant en Europe vis-à-vis d'Israël. Un sondage de la BBC en 2014 montre par exemple que la popularité d'Israël est du même ordre que celle de la Corée du Nord pour les deux tiers des sondés en Europe.

Source

:  
<http://www.politico.eu/article/the-eu-helps-israel-oppress-palestinians-occupation-rights-violation>

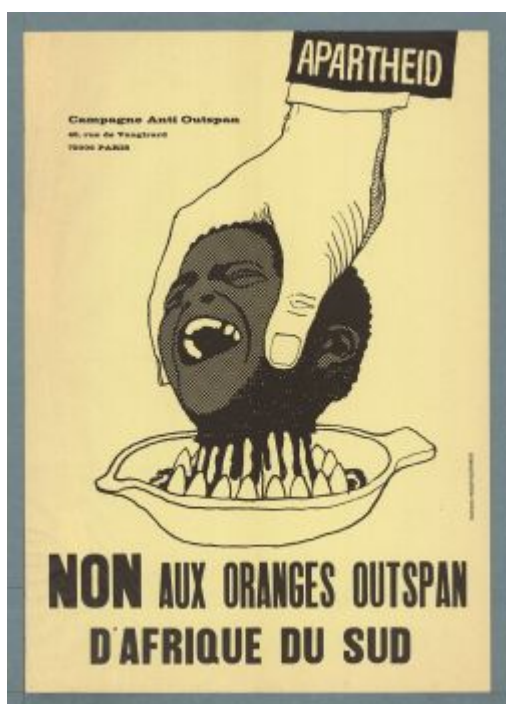
Traduction SF pour BDS France

---

# D'un apartheid à l'autre : article de 1989

Histoire: en 1989, Anne-Marie Kriek, une professeure sud-africaine se plaint du boycott qui frappe son pays: « pourquoi vous en prenez-vous uniquement à l'Afrique du Sud ? ». Aujourd'hui la réponse semble évidente, et pourtant ses arguments étaient les mêmes que ceux aujourd'hui des défenseurs de l'apartheid israélien. Cette plongée historique, 25 ans en arrière, nous rappelle la justesse de notre combat anticolonial...

Cet article a été publié (en anglais) [sur le site des Anthropologues américains pour le boycott des institutions universitaires israéliennes](#) qui demandent à ce que l'Association américaine d'anthropologie rejoigne BDS à la fin du mois de novembre 2015



**L'Afrique du Sud ne devrait pas être prise**

## **spécifiquement pour cible**

Anne-Marie Kriek, The Christian Science Monitor, 12 octobre 1989 (traduction: JPP pour la Campagne BDS France)

Alors que la violation des droits de l'homme est plutôt la norme que l'exception dans la plupart des 42 États d'Afrique gouvernés par des Noirs, le projecteur reste fixé sur l'Afrique du Sud. Les images de racisme, de suprématie blanche, de nazisme, etc. sont une partie très efficace d'une campagne visant à jouer sur la culpabilité des Blancs et à nourrir la haine de l'Afrique du Sud. S'il est exact qu'il existe beaucoup de choses qui ne vont pas en Afrique du Sud, les faits sont montés en épingle et dénaturés. Une campagne politique bon marché visant à gagner les votes libéraux des Noirs aussi bien que des Blancs bienveillants (quoique moins bien informés), est réalisée en utilisant le « régime raciste » blanc de Prétoria comme une question fédératrice.

Contrairement à la croyance populaire, les Blancs n'ont pas pris le pays aux Noirs. Quand les Hollandais se sont installés au Cap en 1652, ils ont trouvé une terre aride, pour l'essentiel non peuplée. Ensemble, avec les colons français et allemands, ils vont construire une société dynamique.

Il a fallu attendre cent ans, à mesure qu'ils progressaient à travers ces vastes territoires inexplorés, pour qu'ils se rencontrent avec les Noirs qui descendaient vers le sud. Contrairement au mythe, les Noirs n'ont jamais eu à devoir partir de leurs terres. Ils se sont installés dans les terres tribales de leur choix. Quand les Blancs ont rencontré les Noirs, ceux-ci ne disposaient d'aucun langage écrit, aucune connaissance technologique, aucun remède pour les maladies infectieuses. Au XXe siècle, l'activité économique organisée par les Blancs a attiré progressivement les Noirs hors de leurs terres tribales vers l'économie de marché et dans les villes.

En début d'année, Randall Robinson, directeur exécutif de

l'organisation de lobbying anti-apartheid TransAfrica, a déclaré : « *Tout ce que nous voulons, c'est une vie meilleure pour la population d'Afrique du Sud* ». Dans un article de ce journal en février dernier, Michael L. Boyt, de l'université du Botswana, s'est référé à l'Afrique du Sud comme à « *système qui n'offrirait jamais une vie décente aux millions de Noirs qui vivent sous sa domination* ».

Pourtant, l'Afrique du Sud est le seul pays de l'Afrique subsaharienne qui peut s'auto-alimenter. Les Noirs y possèdent le niveau de vie le plus élevé de toute l'Afrique. Bien que les conditions de vie des Noirs en Afrique du Sud (comme en Amérique) couvrent un large éventail, sa qualité de logement est inégalée nulle part sur le continent. Soweto est une véritable ville, à part entière, avec ses écoles, ses magasins, ses théâtres, ses stades de sport et ses courts de tennis. Dans certains endroits, les Noirs emmènent leurs enfants à leurs écoles privées dans des voitures allemandes. Peu d'États en Afrique noire peuvent se vanter d'un tel éventail d'options. À Mamelodi (Prétoria), une maison avec quatre chambres est accessible aux Noirs pour un prix d'achat total de 250 dollars.

Alors que le pays ne représente que 4 % de la surface de toute l'Afrique et 6,5 % de la population du continent, il est crédité de 25 % du produit national brut du continent, de 40 % de sa production industrielle, 45 % de sa production minière, 66 % de toute sa consommation en acier et en électricité générée, 46 % de tous les véhicules à moteur et 36 % de tous les téléphones.

Le complexe des soins de l'Afrique du Sud est le meilleur du continent. À Soweto, par exemple, il existe un important établissement hospitalier connu à travers le monde comme un grand centre d'études et de traitement des lésions traumatiques. Les Noirs qui se rendent dans les services de consultation des hôpitaux y sont pris en charge par les meilleurs médecins et règlent une moyenne de 2 dollars par

visite, quel que soit le traitement. Une opération chirurgicale majeure, réalisée par les meilleurs spécialistes du pays, coûte moins de 5 dollars par jour.

Les statistiques de la Banque mondiale montrent que le pays a le taux le plus faible de mortalité infantile du continent – 82 décès pour 1000, par rapport à 146. De même que l'espérance de vie y est la plus élevée – 55 ans contre 48.

En Afrique du Sud, le taux d'alphabétisation est de 70 % pour les Noirs, à comparer à la moyenne de 40 % dans les 51 États africains indépendants. L'enseignement est le poste avec le budget le plus élevé, par opposition aux dépenses militaires et de sécurité dans la plupart des États gouvernés par des Noirs.

Le revenu en Afrique du Sud est plus élevé pour les Noirs que dans tout autre État africain. En réalité, il existe une importante classe moyenne noire émergente. Il y a une constante augmentation du nombre des dentistes, médecins, avocats et autres professions supérieures. La prospérité des Noirs d'Afrique du Sud et la classe moyenne noire émergente ne sont que rarement mentionnées.

Autrefois pleins de vie, les 42 États à gouvernance noire se sont désintégrés en un cauchemar politique, social et économique. Sous le régime colonial, ces États produisaient 95 % de leur propre alimentation. Aujourd'hui, malgré leur richesse en ressources naturelles et en mains-d'œuvre, ces pays sont devenus petit à petit des États mendiants. Ajoutant au problème, la population de l'Afrique croît au taux alarmant de 3 % par an. Les experts mettent en garde contre la pire catastrophe que le monde aurait à connaître, une famine de masse.

Beaucoup de ces États disposent du vote « un homme, une voix » – mais, historiquement, uniquement autrefois. Ces élections anciennes ont été suivies par un régime de parti unique, ou

par des dictatures militaires. Dans de nombreux pays, il est pratiquement impossible, par le vote, de renverser les plus hauts dirigeants. La moindre opposition semble toujours, d'une manière ou d'une autre, simplement devoir disparaître. La population est absorbée par les institutions du parti au pouvoir.

Il n'existe que peu de contrôles sur l'action arbitraire des dirigeants, et la corruption prévaut en général parce que certaines des principales garanties contre les malversations publiques – une opposition forte et une liberté de la presse – sont largement absentes. Tel est le cas de l'ami de George Bush, Muboto (sic) Sese Seko, qui est au pouvoir au Zaïre depuis l'indépendance. Il affirme réellement avoir un soutien total dans son pays.

Contrôler les déplacements de la population est une pratique courante dans toute l'Afrique. En Tanzanie, au Kenya, et au Nigéria, les bidonvilles sont démolis, les populations obligées de déménager.

Les listes des violations des droits de l'homme sont interminables – avec de plus en plus d'atrocités par des Noirs contre des Noirs. Les prisonniers politiques sont torturés au Zimbabwe. Il y a 200 à 300 000 personnes derrière des barbelés au Mozambique. Les détenus évadés du SWAPO (parti politique de Namibie) parlent de torture – dans certains cas, jusqu'à la mort. La liste ne s'arrête pas là et pourtant, elle semble ne devoir jamais attirer l'attention des médias ou des campagnes anti-apartheid.

On estime à 1,9 million le nombre de Noirs des États voisins travaillant légalement ou non en Afrique du Sud parce que leurs propres économies sous gouvernance noire ne sont pas capables de les soutenir. Les virements des salaires de ces travailleurs étrangers fournissent des devises indispensables à leurs pays.



Bien que peu d'États africains soient prêts à reconnaître publiquement qu'ils commercent avec l'Afrique du Sud, il existait, en 1987, un flux réciproque de marchandises entre 47 États africains et l'Afrique du Sud. En 1988, il y a eu une augmentation de 80 % du commerce avec le Zimbabwe.

L'Afrique du Sud est, cependant, un outil utile pour les pays africains pour orienter un soutien extérieur à leurs efforts vers la concrétisation d'une « libération économique ». Il existe en réalité une relation directe entre la propagande de déstabilisation de la part des « États en première ligne » et la réactivité des pays donateurs dans l'octroi de leurs aides.

Le monde occidental ferme les yeux sur la véritable situation en Afrique. Tous ceux qui se lamentent à propos de l'Afrique du Sud s'en lavent les mains quand il s'agit de condamner l'Afrique noire. L'Occident soulage sa conscience en injectant des aides au développement. Personne ne semble remarquer qu'en dépit de ces aides, la situation ne cesse d'empirer.

Pourquoi l'Afrique du Sud est-elle condamnée si durement alors que des normes totalement différentes s'appliquent à l'Afrique noire ? En dépit des violations des droits de l'homme au Zaïre, le Président Bush applaudit Mr Mobutu pour sa contribution aux négociations de l'Angola, tout en évoquant les atrocités en Afrique du Sud.

Serait-ce qu'une forme de répression est plus acceptable qu'une autre, ou que l'oppression Noir/Blanc nous touche ? Ou peut-être qu'on s'attend à une meilleure conduite de la part d'un pays gouverné par des Blancs que de celle d'une Afrique gouvernée par des Noirs ?

En examinant la réalité de l'Afrique, est-ce cette « liberté », cette « démocratie », cette « vie décente », cette « vie meilleure pour le peuple d'Afrique du Sud » que la majorité noire avec son vote un homme, une voix, a à offrir ?

---

# Eric Hazan : Pour le boycott universitaire et culturel de l'État d'Israël

Publié le 9 novembre 2015

Le mouvement de boycott des produits israéliens, ou plus largement le mouvement BDS (boycott, désinvestissement, sanctions) prend chaque jour plus d'ampleur dans le monde entier. Même en France, la propagande qui cherche à assimiler ce mouvement à de l'antisémitisme rencontre de moins en moins d'écho. Il est cependant un point sur lequel des personnes de bonne foi, des partisans sincères d'une paix juste en Palestine-Israël ont des réserves : c'est le boycott universitaire et culturel.

*Vous risquez d'affaiblir, disent-ils, d'isoler le camp des partisans de la paix en Israël.*

Cet argument repose sur l'idée qu'il existe un bon et un mauvais Israël. D'un côté les laïques, ashkénazes (ça ne se dit pas mais ça se pense très fort), de gauche, qui animent la vie intellectuelle et artistique de Tel Aviv. De l'autre, les hommes en noir, les colons, les extrémistes fascisants, malheureusement aux postes de commande sous le règne de Netanyahou.

C'est une distinction fallacieuse. C'est oublier que la «gauche» israélienne porte la responsabilité de la situation actuelle, que c'est Itzhak Rabin, sa figure emblématique, qui a décidé en 1991 le blocus des territoires palestiniens par des barbelés et a fait casser à coups de pierre les mains des jeunes manifestants. C'est oublier que jamais la « gauche », jamais le « camp de la paix » n'a élevé la voix quand l'armée

et l'aviation israéliennes massacraient des civils à Jénine, à Naplouse et à Gaza. Le bon Israël et le mauvais, le camp de la paix et celui de la guerre sont aussi solidaires que les deux faces de la même pièce de monnaie.

*Oui, mais quand même, la littérature israélienne, le cinéma israélien dénoncent les excès de l'occupation, œuvrent pour l'entente et la réconciliation. Boycotter ces écrivains, ces artistes, c'est affaiblir ceux qui luttent pour la paix.*

Ces livres, ces films sont des articles d'exportation. Pour faire face à la réprobation mondiale, il faut des arguments, il faut montrer qu'il existe en Israël des gens qui pensent autrement. Mais où, mais quand un écrivain israélien, un cinéaste israélien a-t-il pris clairement position contre l'occupation, contre les crimes de guerre ? Ni Amos Oz, ni David Grossmann, ni Amos Gitai, les plus célèbres, les plus talentueux, les plus aimés en France. Leur travail visant à montrer combien l'expression est libre en Israël vaut plus que cent escadrons de chars Merkava. Ce sont des collaborateurs de l'occupation.

*Mais vous mélangez culture et politique. La culture est universelle et l'université israélienne est là pour la défendre.*

L'université israélienne a avec l'armée des liens serrés, organiques, officiels. Le Technion, le grand institut scientifique de Haïfa, collabore avec la société privée d'armements Elbit, dont l'un des dirigeants siège au conseil d'administration de l'Université hébraïque. On y a mis au point les drones et les bulldozers télécommandés qui servent à détruire les maisons palestiniennes. Sur des campus comme ceux de l'Université hébraïque, de l'université de Haïfa ou du collège de Zfat, l'armée a implanté des bases militaires et les étudiants-soldats assistent aux cours en uniforme. Au collège de Zfat (Safed, en Galilée), on forme les futurs membres des services secrets, à l'université Ben Gourion, des pilotes militaires, à l'université de Haïfa, des officiers de

la marine de guerre.

L'université israélienne est en outre un instrument d'apartheid, car pour les inscriptions et les diplômes, il est généralement demandé que le candidat ait terminé son service militaire – que les Palestiniens citoyens israéliens ne font pas.

*Vous allez empêcher des personnes qui militent en Israël pour les droits des Palestiniens, de venir s'exprimer en France ?*

Non. Il n'est pas question de boycotter celles et ceux qui viennent parler ou montrer leur travail à titre individuel. En revanche, celui qui est mandaté par une institution israélienne, universitaire ou autre, doit être considéré comme l'agent d'une opération de communication insidieuse et boycotté comme tel. Les Semaines du film israélien, l'opération Tel Aviv sur Seine ne sont pas des opérations neutres mais des manœuvres politiques. Ne soyons pas naïfs, sachons déceler la propagande là où elle est.

Le boycott universitaire et culturel est plus important – et plus redouté par le pouvoir israélien – que celui des produits cultivés ou manufacturés. Il est l'équivalent de ce que fut le boycott sportif de l'Afrique du sud au temps de l'apartheid : en ruinant la façade, il prépare l'écroulement de l'édifice.

Source: Lundi matin:  
<https://lundi.am/Eric-Hazan-boycott-universitaire-culturel-israel>

---

**Utiliser les Palestiniens  
comme boucliers humains**

# contre BDS

21 septembre | Rami Younis pour [+972](#) | [Traduction J.Ch. pour l'AURDIP](#) | [Tribunes en English](#)

En réponse à la décision du Conseil municipal de Reykjavik - révisée depuis- de boycotter les produits d'Israël jusqu'à ce que celui-ci mette fin à l'occupation, le politicien israélien Yair Lapid a écrit une lettre ouverte au peuple islandais intitulée « L'Hypocrisie du Boycott ». Dans son exposé, Lapid a mis en avant qu'il ne fallait pas boycotter Israël parce que, en agissant ainsi, on ferait du tort à ses citoyens arabes. L'un de ces citoyens lui répond.

Cher Yair,

Que signifie Israélien pour toi ? [1] En réalité, pas la peine de répondre. Le temps est venu pour toi d'entendre ce que signifie Israélien pour moi. Alors, qu'est ce qui est Israélien pour moi ? Toi. Je fais allusion à l'hypocrisie et à la condescendance qui accompagne chacune de tes démarches. Quoi d'autre est Israélien pour moi ? Le troupeau de racistes qui te suit, incapables de voir que l'empereur est nu, sans idées de fond et sans rien du « discours neuf » que tu penses avoir introduit dans la politique d'Israël.

Tu commences [ton article](#) contre le boycott, publié en Islande après la décision du Conseil municipal de Reykjavik de boycotter les produits issus d'Israël, par une suite impressionnante de questions concernant les Palestiniens qui vivent en Israël. « Le boycott inclut-il les produits fabriqués par la minorité arabe d'Israël qui représente 20 pour cent de la population ? Le boycott inclut-il les 14 parlementaires arabes israéliens qui siègent à mes côtés au parlement israélien ? » Tu poses ces questions comme si tu étais le champion des protecteurs de nos droits. Je suis déconcerté quant à l'origine de ton insolence et de ton

audace.

Tu n'as pas honte ? Tu te mets tout seul dans l'embarras en utilisant les citoyens palestiniens d'Israël comme boucliers humains contre le boycott.

Qu'as-tu jamais fait pour eux, ces citoyens palestiniens d'Israël ? En tant que ministre des Finances, dans une démarche populaire, tu as essayé de diminuer le prix des logements en abaissant la TVA à zéro – mais seulement pour les anciens combattants. Et qu'en est-il de ceux qui n'ont pas servi dans l'armée – c'est-à-dire les Arabes ? Pour eux, tu as voulu que la loi ne s'applique que lorsqu'ils achètent un appartement à moins de 600.000 shekels (150.000 \$). Ce qui signifie que tu as voulu encourager les Arabes à continuer de vivre dans les quartiers frappés par la pauvreté. En ce qui te concerne, s'il n'y a pas de loyauté [2], il ne devrait pas y avoir de logements à un prix raisonnable pour les Arabes.

Quels projets, toi ou ton parti, avez-vous promus pour le bien-être de ces résidents [palestiniens] derrière lesquels tu essaies maintenant de te cacher ? Tu mentionnes dans ton article les produits fabriqués par les citoyens arabes, comme s'ils étaient un [élément constitutif de l'économie israélienne](#). Et pourtant, l'élite ashkenaze à laquelle tu appartiens fait tout ce qu'elle peut pour empêcher les communautés arabes de s'établir et de développer des zones industrielles, leur interdisant ainsi d'atteindre une autonomie économique et les maintenant dans la pauvreté et la dépendance à la complaisance de gens tels que toi.

Ne te défile pas, comme tu le dirais. J'ai d'autres questions.

Et comment oses-tu exploiter les membres palestiniens de la Knesset ? Tu choisis d'ignorer que les députés de la Liste Unie soutiennent vraiment un boycott d'Israël, comme le font beaucoup des 20 pour cent, dont moi-même, pour la sécurité économique et le bien-être desquels tu t'inquiètes tant. Juste

pour mémoire, tu as déclaré très clairement qu'en aucun cas, tu ne siègerais dans une coalition gouvernementale avec les Arabes, les traitant ainsi tous, dans un élan raciste, comme un seul groupe uniforme. Comme s'ils mouraient d'envie de siéger à tes côtés dans un gouvernement sioniste oppressif. Je crois que le terme exact que tu as inventé pour eux est «À Les Zoabis», non ?

Laisse moi te dire un petit secret. Quand j'étais enfant, je lisais avec grand plaisir ton article hebdomadaire dans Maariv. Mais cela n'a pas duré très longtemps parce que, très vite, j'ai perçu les artifices de ton écriture populiste. Le sommet, pour moi, c'est lorsque j'ai réalisé que tu utilisais le discours sur l'Holocauste pour rendre l'occupation kasher.

J'aimerais croire que, dans ton article à l'attention du peuple islandais, tu n'as pas mentionné l'Holocauste parce que tu es fatigué de ternir la mémoire de ses victimes. Mais nous savons tous les deux que la seule raison qui t'a conduit à ne pas l'utiliser, c'est que tu as trouvé à utiliser un autre bouclier humain, et qui convient beaucoup mieux dans ce cas.

Outre le fait de te cacher derrière notre dos comme un lâche, tu as aussi mis en avant les réalisations d'Israël qui, selon toi, ont un impact positif sur le monde entier. Mais disons quelques mots sur ce que tu n'as pas écrit, Yair.

Il est intéressant de constater que tu n'as pas mentionné l'industrie israélienne d'armement. N'es-tu pas fier de l'implication de cette industrie maison dans tous les conflits qui ensanglantent la planète, presque toujours en aidant les plus agressifs et les plus violents et en leur vendant des armes ? Est-ce que le fait qu'Israël soit impliqué dans la mort de femmes et d'enfants innocents dans n'importe quel conflit ne suffit pas pour le boycotter ? N'es-tu pas fier de la façon dont cette industrie se sert de nous Palestiniens, qui «À ne nous intéressons pas à la paix» comme d'un laboratoire pour tester ses dernières armes novatrices ?

Tu as oublié aussi de parler au peuple islandais de la [démolition de maisons et de l'expropriation de terres](#) qui nous visent nous les Arabes, [des deux côtés de la Ligne Verte](#), afin que vous ayez des quartiers dans lesquels nous ne pourrions jamais résider et des usines dans lesquelles nous ne pourrions travailler que comme ouvriers, jamais comme directeurs. Et au lieu de noyer le pauvre peuple d'Islande sous des statistiques et des chiffres, tu aurais pu simplement mentionner le fait qu'Israël [tue un mineur palestinien tous les trois jours](#). Tu as oublié de parler des checkpoints, des arrestations, des raids, et tu t'es également gardé de mentionner la [famille Dawabsha](#) de Duma, brûlée vive. Ici aussi, les éléments sont trop importants pour les lister.

Yair, je n'attends rien de toi – non pas à cause d'un désaccord politique, mais juste parce qu'il n'y a rien pour te racheter. Ce qui est triste dans toute cette histoire, c'est le nombre insupportable d'Israéliens qui achètent tes slogans, slogans que tu enrobes de kitsch et d'assertions sans fondement.

*L'auteur est un militant et un écrivain palestinien. Lisez cet article [en Hébreu](#) sur Local Call dans lequel il est blogueur.*

[Translated from Hebrew to English by Ofer Neiman]

[1]Â Cette question est souvent posée par Lapid aux gens qu'il interviewe en tant que journaliste.

[2]Â «Â Il n'y a pas de citoyenneté sans loyautéÂ » – [slogan populaire lancé par le chef d'Israël Notre Maison](#), Avigdor Liberman.

---



# Les exportations israéliennes durement touchées par le boycott palestinien, affirme la Banque mondiale

2 octobre 2015

La campagne palestinienne de boycott des produits israéliens a coûté très cher aux exportations israéliennes vers la Cisjordanie occupée et la bande de Gaza.

Il s'agit d'une victoire que reconnaît sans faire de vagues un rapport de la Banque mondiale (BM) publié cette semaine.

Les importations d'Israël en Palestine ont chuté de 24 pour 100 au cours du premier trimestre 2015, affirme le rapport.

La BM explique que cette baisse « est la conséquence d'une activité économique ralentie, mais également d'une tendance chez les consommateurs palestiniens à remplacer des produits importés d'Israël par des produits en provenance d'autres pays, ce qui s'est traduit par une augmentation de 22 pour 100 des importations non israéliennes ».

## Le marché captif sous occupation

Israël contrôle le mouvement de la population et des marchandises vers et en provenance de la Cisjordanie et de la Bande de Gaza. Ces territoires constituent un marché captif au profit des marchandises israéliennes et, en même temps, l'une des premières destinations des exportations israéliennes.

La valeur des marchandises israéliennes vendues à la Cisjordanie et à la bande de Gaza était de 3,4 milliards de dollars en 2013, s'il faut en croire les statistiques du gouvernement israélien. En 2014, elles étaient retombées à 2,9 milliards de dollars, soit une diminution de près d'un cinquième.

La poursuite de la baisse en 2015, mentionnée dans le rapport

de la BM, suggère que le seul boycott par les Palestiniens pourrait coûter à Israël des centaines de millions de dollars par an.

En dépit de la baisse de cette année, les marchandises israéliennes représentent encore 58 pour 100 des importations totales en Cisjordanie et dans la bande de Gaza.

La BM ajoute que le déficit commercial palestinien a diminué de 6 pour 100 au cours du premier trimestre de cette année, par rapport à la même période en 2014.

Mais le déficit commercial représente 38 pour 100 du PIB, ce qui est « extraordinairement élevé ».

Le déficit commercial d'un pays exprime son excédent d'importations par rapport à ses exportations.

Pendant ce temps, les ventes de marchandises palestiniennes en provenance de la Cisjordanie et de la bande de Gaza vers le reste du monde « sont restées très bas, avoisinant une moyenne de 15 pour 100 [du PIB] ces dernières années, en raison de la faible capacité de production de l'agriculture et de l'industrie, qui sont freinées par les restrictions israéliennes », explique encore la BM.

Actuellement, les exportations de Gaza ne représentent que 6 pour 100 de ce qu'elles étaient avant l'imposition par Israël du blocus en 2007.

## **Stagnation à Gaza**

La production à Gaza a été interrompue, après des années de blocus. Les bombardements israéliens de l'été dernier ont détruit complètement ou en partie quelque 247 usines et ateliers et 300 établissements commerciaux. Ceci vient s'ajouter à la destruction de centaines d'autres installations de production au cours des précédentes attaques israéliennes.

Les entreprises commerciales de Gaza disent qu'elles « hésitent à investir dans l'expansion de leur capacité en vue d'aller sur les marchés d'exportation en raison de la situation politique extrêmement incertaine et de la probabilité qui y est liée d'une autre guerre ou de nouvelles

restrictions qu'on pourrait très bien nous imposer », rapporte encore la BM.

Pour le dire plus simplement, ils sont rares ceux qui, à Gaza, désirent dépenser de l'argent – une denrée rare – pour monter une affaire uniquement pour la voir détruite par Israël ou pour voir ses produits bloqués à la frontière.

Le marasme économique à Gaza s'est traduit par un taux de chômage étonnant de 42 pour 100 – l'un des plus élevés de la planète. Chez les jeunes, le taux de chômage grimpe même à 60 pour 100.

La BM dit qu'aussi bien en Cisjordanie qu'à Gaza, « les Palestiniens n'ont cessé en moyenne de s'appauvrir depuis trois années d'affilée ».

Dans l'intervalle, « la compétitivité de l'économie palestinienne s'est progressivement érodée depuis la signature des accord d'Oslo » par Israël et par l'Organisation de libération de la Palestine au milieu des années 1990.

## **Israël doit payer la facture**

La BM lance une mise en garde en disant que « le statu quo ne pourra pas s'éterniser et les risques de nouveaux conflits et d'agitation sociale sont élevés ». L'institution internationale réclame une aide accrue à l'Autorité palestinienne afin que celle-ci puisse contrebalancer cette tendance.

Elle recommande aussi qu'Israël lève ses restrictions sur les déplacements des Palestiniens et de leurs marchandises. Mais elle s'abstient toutefois de réclamer des mesures en vue de mettre la pression sur Israël pour qu'il agisse en ce sens.

« Accorder aux Palestiniens l'accès aux capacités de production et aux marchés extérieurs et faciliter le déplacement sans encombre des marchandises, de la main-d'œuvre et du capital (...) améliorerait de façon considérable les perspectives de croissance de l'économie palestinienne », déclare la BM.

En d'autres termes, la fin de l'occupation militaire

israélienne permettrait la prospérité palestinienne. Pourtant, la BM évite soigneusement le mot « occupation » dans son rapport, préférant faire allusion aux « mesures de sécurité » israéliennes.

Cela crée la fausse impression que l'impact pernicieux de telles mesures est dû au hasard et qu'il ne ressortit pas à une intention du système israélien de contrôler les Palestiniens.

Il n'y a pas de raison qu'Israël modifie son comportement à moins que celui-ci ne lui vaille une sanction.

Et, comme la BM a dû le reconnaître, ce prix, le mouvement BDS est en train de lui imposer progressivement.

Source

:  
<https://electronicintifada.net/blogs/maureen-clare-murphy/israeli-exports-hit-hard-palestinian-boycott-world-bank-says>

---

## **Contre BDS? Réponse cinglante d'un Palestinien!**

**Utiliser les Palestiniens comme boucliers humains contre BDS**

Rami Younis, +972, le 19 septembre 2015

<http://www.aurdip.org/utiliser-les-palestiniens-comme.html>



En réponse à la décision du Conseil municipal de Reykjavik - révisée depuis- de boycotter les produits d'Israël jusqu'à ce que celui-ci mette fin à l'occupation, le politicien israélien Yair Lapid a écrit une lettre ouverte au peuple islandais intitulée « L'Hypocrisie du Boycott ». Dans son exposé, Lapid a mis en avant qu'il ne fallait pas boycotter Israël parce que, en agissant ainsi, on ferait du tort à ses citoyens arabes. L'un de ces citoyens lui répond.

Cher Yair,

Que signifie Israélien pour toi ? [1] En réalité, pas la peine de répondre. Le temps est venu pour toi d'entendre ce que signifie Israélien pour moi. Alors, qu'est ce qui est Israélien pour moi ? Toi. Je fais allusion à l'hypocrisie et à la condescendance qui accompagne chacune de tes démarches. Quoi d'autre est Israélien pour moi ? Le troupeau de racistes qui te suit, incapables de voir que l'empereur est nu, sans idées de fond et sans rien du « discours neuf » que tu penses avoir introduit dans la politique d'Israël.

Tu commences ton article contre le boycott, publié en Islande après la décision du Conseil municipal de Reykjavik de boycotter les produits issus d'Israël, par une suite impressionnante de questions concernant les Palestiniens qui vivent en Israël. « Le boycott inclut-il les produits fabriqués par la minorité arabe d'Israël qui représente 20 pour cent de la population ? Le boycott inclut-il les 14 parlementaires arabes israéliens qui siègent à mes côtés au parlement israélien ? » Tu poses ces questions comme si tu étais le champion des protecteurs de nos droits. Je suis déconcerté quant à l'origine de ton insolence et de ton audace.

Tu n'as pas honte ? Tu te mets tout seul dans l'embarras en utilisant les citoyens palestiniens d'Israël comme boucliers humains contre le boycott.

Qu'as-tu jamais fait pour eux, ces citoyens palestiniens d'Israël ? En tant que ministre des Finances, dans une démarche populaire, tu as essayé de diminuer le prix des logements en abaissant la TVA à zéro – mais seulement pour les anciens combattants... Et qu'en est-il de ceux qui n'ont pas servi dans l'armée – c'est-à-dire les Arabes ? Pour eux, tu as voulu que la loi ne s'applique que lorsqu'ils achètent un appartement à moins de 600.000 shekels (150.000 \$). Ce qui signifie que tu as voulu encourager les Arabes à continuer de

vivre dans les quartiers frappés par la pauvreté. En ce qui te concerne, s'il n'y a pas de loyauté [2], il ne devrait pas y avoir de logements à un prix raisonnable pour les Arabes.

Quels projets, toi ou ton parti, avez-vous promus pour le bien-être de ces résidents [palestiniens] derrière lesquels tu essaies maintenant de te cacher ? Tu mentionnes dans ton article les produits fabriqués par les citoyens arabes, comme s'ils étaient un élément constitutif de l'économie israélienne. Et pourtant, l'élite ashkenaze à laquelle tu appartiens fait tout ce qu'elle peut pour empêcher les communautés arabes de s'établir et de développer des zones industrielles, leur interdisant ainsi d'atteindre une autonomie économique et les maintenant dans la pauvreté et la dépendance à la complaisance de gens tels que toi.

Ne te défile pas, comme tu le dirais. J'ai d'autres questions.

Et comment oses-tu exploiter les membres palestiniens de la Knesset ? Tu choisis d'ignorer que les députés de la Liste Unie soutiennent vraiment un boycott d'Israël, comme le font beaucoup des 20 pour cent, dont moi-même, pour la sécurité économique et le bien-être desquels tu t'inquiètes tant. Juste pour mémoire, tu as déclaré très clairement qu'en aucun cas, tu ne siègerais dans une coalition gouvernementale avec les Arabes, les traitant ainsi tous, dans un élan raciste, comme un seul groupe uniforme. Comme s'ils mouraient d'envie de siéger à tes côtés dans un gouvernement sioniste oppressif. Je crois que le terme exact que tu as inventé pour eux est « Les Zoabis », non ?

Laisse moi te dire un petit secret. Quand j'étais enfant, je lisais avec grand plaisir ton article hebdomadaire dans Maariv. Mais cela n'a pas duré très longtemps parce que, très vite, j'ai perçu les artifices de ton écriture populiste. Le sommet, pour moi, c'est lorsque j'ai réalisé que tu utilisais le discours sur l'Holocauste pour rendre l'occupation kasher.

J'aimerais croire que, dans ton article à l'attention du peuple islandais, tu n'as pas mentionné l'Holocauste parce que tu es fatigué de ternir la mémoire de ses victimes. Mais nous savons tous les deux que la seule raison qui t'a conduit à ne pas l'utiliser, c'est que tu as trouvé à utiliser un autre bouclier humain, et qui convient beaucoup mieux dans ce cas.

Outre le fait de te cacher derrière notre dos comme un lâche, tu as aussi mis en avant les réalisations d'Israël qui, selon toi, ont un impact positif sur le monde entier. Mais disons quelques mots sur ce que tu n'as pas écrit, Yair.

Il est intéressant de constater que tu n'as pas mentionné l'industrie israélienne d'armement. N'es-tu pas fier de l'implication de cette industrie maison dans tous les conflits qui ensanglantent la planète, presque toujours en aidant les plus agressifs et les plus violents et en leur vendant des armes ? Est-ce que le fait qu'Israël soit impliqué dans la mort de femmes et d'enfants innocents dans n'importe quel conflit ne suffit pas pour le boycotter ? N'es-tu pas fier de la façon dont cette industrie se sert de nous Palestiniens, qui « ne nous intéressons pas à la paix » comme d'un laboratoire pour tester ses dernières armes novatrices ?

Tu as oublié aussi de parler au peuple islandais de la démolition de maisons et de l'expropriation de terres qui nous visent nous les Arabes, des deux côtés de la Ligne Verte, afin que vous ayez des quartiers dans lesquels nous ne pourrions jamais résider et des usines dans lesquelles nous ne pourrions travailler que comme ouvriers, jamais comme directeurs. Et au lieu de noyer le pauvre peuple d'Islande sous des statistiques et des chiffres, tu aurais pu simplement mentionner le fait qu'Israël tue un mineur palestinien tous les trois jours. Tu as oublié de parler des checkpoints, des arrestations, des raids, et tu t'es également gardé de mentionner la famille Dawabsha de Duma, brûlée vive. Ici aussi, les éléments sont trop importants pour les lister.

Yair, je n'attends rien de toi – non pas à cause d'un désaccord politique, mais juste parce qu'il n'y a rien pour te racheter. Ce qui est triste dans toute cette histoire, c'est le nombre insupportable d'Israéliens qui achètent tes slogans, slogans que tu enrobes de kitsch et d'assertions sans fondement.

[1] Cette question est souvent posée par Lapid aux gens qu'il interviewe en tant que journaliste.

[2] « Il n'y a pas de citoyenneté sans loyauté » – slogan populaire lancé par le chef d'Israël Notre Maison, Avigdor Liberman.

---

## **Communiqué du BNC sur « l'étiquetage » des produits israéliens**

Le point de presse par le chef de la politique étrangère de l'UE Federica Mogherini a suivi la réunion à Luxembourg des ministres des affaires étrangères des 28 Etats membres de l'UE. Le consensus croissant à propos de l'étiquetage des produits des colonies israéliennes a reflété la pression publique grandissante en Europe sur les décideurs politiques pour mettre fin à la profonde complicité européenne dans les violations par Israël de la législation internationale et des droits fondamentaux des Palestiniens.

Le Dr. Rafeef Ziadah, membre du Secrétariat du BNC, a expliqué : « Si l'UE est sérieuse en appliquant sa propre politique de non-reconnaissance de la souveraineté d'Israël sur les territoires arabes occupés en 1967, pourquoi n'applique-t-elle pas un interdit sur l'importation des produits des sociétés



israéliennes qui travaillent illégalement dans les territoires occupés ? Simplement étiqueter, plutôt qu'interdire, les produits des colonies illégales témoigne d'hypocrisie politique par excellence. »

Ziaddah a ajouté : « La pression du mouvement BDS doit se poursuivre auprès de la population européenne pour obliger les décideurs à satisfaire amplement les obligations des Etats européens envers la législation internationale. »

« Ils doivent au minimum imposer un embargo à double sens à Israël, comme cela avait été fait contre l'apartheid sud-africain, et rendre effective la recommandation du Conseil Européen des Relations Etrangères d'arrêter toutes les transactions financières avec les banques israéliennes qui financent l'occupation israélienne, dont le mur et les colonies. »

Mahmoud Nawajaa, Coordinateur Général du BNC, a expliqué : « Un an après le massacre de Gaza en 2014 par Israël, le moins que l'UE devrait faire, c'est de ne pas récompenser et maintenir les relations avec des entités qui profitent des graves violations des lois internationales par Israël. Faillir à ce devoir consisterait à tourner en dérision l'engagement déclaré de l'UE envers les droits de l'Homme. Cela renforcerait aussi l'impunité d'Israël, l'encourageant en réalité à commettre de nouveaux massacres contre le peuple palestinien. »

Riya Hassan, Responsable des Campagnes Européennes du BNC, a conclu : « L'UE est juridiquement obligée, en accord avec sa charte et ses principes, de cesser sa collusion avec les graves violations de la législation internationale par Israël. En plus d'interdire les marchandises produites par les sociétés israéliennes qui travaillent dans les territoires occupés, elle doit suspendre l'Accord d'Association UE-Israël, en se fondant sur les manquements persistants d'Israël à la deuxième clause de l'accord qui concerne le respect des droits

de l'Homme. »

Plus de 300 syndicats, ONGs et autres organisations de la société civile de toute l'Europe ont demandé à l'UE de mettre fin à son soutien aux crimes d'Israël, y compris en suspendant l'Accord d'Association UE-Israël. Cet appel a été soutenu par plus de 60 députés européens.

A la suite de la pression publique et du lobbying d'organisations palestiniennes et européennes, l'UE a introduit une ligne de conduite déclarant qu'elle ne doit pas fournir de financements ou permettre la participation d'Israël dans des projets européens si cette participation équivaut à la reconnaissance de la souveraineté israélienne sur les territoires occupés palestiniens et syriens.

Cependant, l'UE continue à financer des sociétés militaires israéliennes telles que Elbit Systems et les Industries Aérospatiales Israéliennes, et aussi l'Université Hébraïque qui est partiellement installée à Jérusalem Est occupée.

Le mouvement BDS mondial, qui a vu apparaître récemment une pression sans précédent, cherche à isoler le régime israélien d'occupation, de colonialisme de peuplement et d'apartheid culturellement, économiquement et dans les domaines universitaires et militaires jusqu'à ce que le peuple palestinien puisse exercer son droit inaliénable à l'auto-détermination. Cela veut dire au minimum la fin de l'occupation de 1967 et du système israélien d'apartheid, et le retour des réfugiés palestiniens dans leurs maisons et sur leurs terres d'où ils ont été chassés pendant la Nakba de 1948 et depuis.

BNC

Traduction : J. Ch. pour BDS France

Source : BDS Movement  
: <http://www.bdsmovement.net/2015/eu-labelling-of-israeli-colonies-products-is-hardly-enough-to-bring-about-european-compliance-with-international-law-13277>

---

# « Pourquoi je soutiens le mouvement BDS contre Israël », par Chris Hedges



Juillet 27, 2015 « [Information Clearing House](#) » – « [Truthdig](#) »

Les Palestiniens sont pauvres. Ils sont sans pouvoir. Ils n'ont pas de voix ou d'influence dans les allées du pouvoir. Ils sont diabolisés. Ils n'ont pas des lobbyistes bien en place distribuant des contributions à des campagnes et faisant passer une législation pro-palestinienne. Aucun candidat présidentiel ne fait appel à des donateurs – comme l'a fait Hillary Clinton quand elle a envoyé une lettre au magnat des médias, Haim Saban en dénonçant les critiques contre Israël – en promettant d'avancer les intérêts du peuple palestinien. **Les Palestiniens, comme les gens de couleur pauvres aux Etats-Unis sont superflus.**

**La justice pour la Palestine ne viendra jamais des institutions gouvernementales traditionnelles ou de partis politiques qui administrent le pouvoir. Ces institutions ont capitulé devant les intérêts des nantis. La justice ne viendra que de nous. Et le seul mécanisme restant pour assurer la justice pour la Palestine est le [boycott, divestment and sanctions \(BDS\) movement](#) contre Israël. Des sanctions ont abattu le régime d'apartheid d'Afrique du Sud. Et c'est ce qui va abattre le régime d'apartheid d'Israël. **Le BDS est non violent. Il appelle à la conscience, et cela marche.****

On doit boycotter tous les produits israéliens y compris les agrumes de Jaffa, les cosmétiques Ahava, les machines à boire SodaStream, l'eau en bouteille Eden Springs et le vin israélien. On doit refuser de faire des affaires avec des compagnies de service israéliennes. Et on doit boycotter les entreprises qui font des affaires avec Israël, y compris Caterpillar, HP et Hyundai. On doit mettre la pression sur les institutions, depuis les églises aux universités, pour désinvestir de compagnies et d'entreprises israéliennes qui ont des contrats avec Israël. La lutte contre l'apartheid en Afrique du Sud a été longue et dure. Cette lutte-ci le sera aussi.

Gaza, un an après qu'Israël ait exécuté sa campagne de bombardements dévastateurs qui a duré près de deux mois, est en ruine. Presque toute l'eau est insalubre à boire. Il ya des coupures d'énergie jusqu'à 12 heures par jour. 40% des 1,8 millions d'habitants sont au chômage, y compris 67% des jeunes – le chômage des jeunes, le plus élevé au monde. Des 17.000 logements détruits par Israël dans le siège, pas un n'a été reconstruit. 60.000 des gens restent sans-abris. Seulement un quart des 3,5 milliards promis comme aide de donateurs internationaux a été remis – dont beaucoup transféré à l'Autorité palestinienne, le régime fantoche israélien qui gouverne la Cisjordanie. **Et personne à Washington – Républicain ou Démocrate – ne s'opposera au lobby d'Israël.**

**Personne n'appellera à la justice ni n'enrayera la machine à tuer israélienne.** Les sénateurs US, y compris Bernie Sanders, au point culminant des bombardements israéliens, l'été dernier, ont voté à l'unanimité pour défendre le massacre israélien de gens sans armée, sans marine, sans force aérienne, sans unités mécanisées, sans artillerie ou de commandement et de contrôle. C'était un vote digne de l'ancienne Union soviétique. **Chaque sénateurs a levé son verre au lobby d'Israël et a choisi le pur intérêt personnel plutôt que la justice.**

**Israël, comme les Etats-Unis, est empoisonné par la psychose de la guerre permanente.** Il est aussi gouverné par une élite oligarchique corrompue pour qui la guerre est devenue une affaire lucrative. Il s'est aussi dupé lui-même en commettant des crimes de guerre et en jouant ensuite le rôle de la victime. **Les systèmes d'éducation israéliens et sa presse – de nouveau imité aux Etats-Unis – ont endoctriné les Israéliens à croire qu'ils ont le droit de tuer quiconque que l'état condamne comme un terroriste.** Et les militants les plus courageux des droits humains, des intellectuels et des journalistes sont diffamés et censurés dans leur propre pays, tout comme le sont des critiques américains comme [Norman Finkelstein](#), [Max Blumenthal](#) et [Noam Chomsky](#) aux Etats-Unis.

Ceux qui sont devenus intoxiqué par le brandissement d'instruments de guerre, aveuglés par un orgueil démesuré et le goût du pouvoir deviennent finalement des victimes de guerre. **C'est aussi vrai pour Israël que pour les Etats-Unis.**

Le but d'Israël est de faire de la vie de tous les Palestiniens un enfer, avec une épuration ethnique aussi poussée que possible et soumettre ceux qui restent. Le processus de paix est un faux-semblant. Il a permis à Israël la saisie de plus de la moitié des terres en Cisjordanie, y compris les aquifères, et l'attroupement de Palestiniens dans des ghettos sordides et fermés (ringed) ou [Bantustans](#) tout en attribuant des terres et des maisons de Palestiniens à des

colons juifs. Israël augmente ses colonies, spécialement à Jérusalem-Est. Des lois raciales, autrefois défendues par le démagogue de droite [Meir Kahane](#), discriminent ouvertement les Arabes et les Palestiniens israéliens. [Ilan Pappé](#) appelle l'attaque depuis des décennies du peuple palestinien « un génocide régulier ».

**A Gaza, Israël pratique même une forme plus extrême de cruauté.** Il emploie une formule mathématique pour limiter les livraisons extérieures de nourriture à Gaza pour maintenir le niveau calorique des 1,8 millions de Palestiniens juste au-dessus de la famine. Cela a laissé 80% des Palestiniens à Gaza dépendants d'œuvres de bienfaisance islamiques et de l'aide extérieure pour survivre. Et les attaques militaires périodiques contre Gaza, appelées par euphémisme « tondre le gazon » sont exécutées l'une ou l'autre année pour s'assurer que les Palestiniens restent brisés, terrifiés et dans la misère. Il y a eu trois attaques israéliennes contre Gaza depuis 2008. Chacune est plus violente et indiscriminée que la dernière. Le Ministre des Affaires étrangères israélien, Avigdor Lieberman a dit qu'une quatrième attaque contre Gaza était « inévitable ».

Pendant ses 51 jours de siège de Gaza, l'été dernier, Israël a déversé par ordonnance pour \$370 millions sur des taudis en béton et des camps de réfugiés qui détiennent le taux de densité de population le plus élevé de la planète. 2604 Palestiniens ont été tués, 66% – 1462 – étaient des civils, 495, des enfants. 10.000 ont été blessés. (Pendant l'attaque, 6 civils israéliens et 66 soldats ont été tués.) 400 business palestiniens ont été éliminés. 70 mosquées ont été détruites et 130, endommagées. 24 installations médicales ont été bombardées, et 16 ambulances ont été atteintes, comme si Gaza n'était qu'une usine d'énergie électrique. Israël l'a compté : 390.000 bombes de tanks, 34.000 bombes d'artillerie, 4,8 millions de balles. La plupart des civils qui sont morts ont été tués dans leur maison, beaucoup de victimes déchirées

en lambeaux par des fléchettes envoyées par les tanks. Des enfants ont été brûlés avec du phosphore blanc ou enterrés avec leur famille sous les décombres causés par 2.000 livres de bombes en fer à fragmentation. D'autres sont morts par un explosif métallique dense, inerte ou bombes DIME ([dense inert metal explosive, or DIME, bombs](#)), des armes expérimentales qui envoient d'extrêmement petites particules carcinogènes qui traversent à la fois les tissus tendres et les os. **Les Forces de défense israéliennes, comme l'a rapporté Amira Hass, considèrent chaque Palestiniens de plus de 12 ans comme une cible militaire légitime.** Le nouveau livre de Max Blumenthal, « La guerre de 51 jours » est une chronique qui donne des frissons, d'atrocités sauvages perpétrés par Israël à Gaza l'été dernier. Aussi horrible qu'ait pu être l'état d'apartheid d'Afrique du Sud, cette nation n'a jamais utilisé sa force aérienne et une artillerie pour bombarder ou tirer sur des townships noirs.

Un rapport de Action sur la violence des armes (AOAV) constate qu'Israël a tué et blessé plus de civils avec des armes explosives en 2014 que tout autre pays au monde. Les tirs indiscriminés du Hamas de missiles fortement inexacts – Finkelstein les appelle à bon escient « des feux d'artifices rehaussés » – en Israël étaient, comme un rapport de l'ONU les a récemment accusés, un crime de guerre, bien que le rapport ait oublié de noter que d'après le droit international, Hamas avait le droit d'user de la force pour se défendre lui-même d'attaques.

La disparité de la puissance de feu dans le conflit de 2014 était énorme : Israël a versé 20.000 tonnes d'explosifs sur Gaza, alors que le Hamas a utilisé 20 à 40 tonnes d'explosifs pour riposter. Le massacre en masse de civils par Israël est sur une échelle uniquement égalée par l'Etat islamique et [Boko Haram](#). **Pourtant Israël, dans notre monde de double standards, est exempté de condamnation à Washington et approvisionné en armes et de milliards en aide étrangère US pour perpétuer la tuerie. Ce n'est pas une surprise. Les Etats-Unis utilisent**

**une force mortelle indiscriminé en Irak, en Syrie, en Afghanistan, au Pakistan, au Yémen et en Somalie, qui surpasse même Israël, laissant derrière eux des victimes civiles, des réfugiés et des villes et des détruits en grand nombre.**

Le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu, qui pendant sa dernière campagne électorale a reçu 90% de son argent d'oligarques US comme [Sheldon Adelson](#), a monté à l'intérieur une campagne de répression d'état contre des défenseurs des droits humains, des journalistes et des dissidents. Il a alimenté un racisme ouvert envers des Palestiniens et des Arabes et des travailleurs africains migrants qui vivent dans les bas quartiers de Tel Aviv. « Mort aux Arabes » est un slogan populaire dans les matches de football israéliens. Des voyous de groupes de droite comme Im Tirtzu rossent routinièrement des dissidents, des Palestiniens, des Arabes israéliens et des immigrants africains dans les rues de Tel Aviv. C'est une forme de fascisme juif.

**Israël n'est pas une anomalie, c'est une fenêtre sur un monde dystopique, militarisé qui est en préparation pour nous tous, un monde avec des vastes disparités de revenus et des systèmes draconiens de sécurité intérieure.** Il n'y aura pas de liberté pour les Palestiniens, ou pour ceux enfermés dans nos propres colonies intérieures et terrorisés par une violence policière indiscriminée, jusqu'à ce que nous détruisions le capitalisme entrepreneurial et l'idéologie néolibérale qui le soutient. Il n'y aura pas de justice pour [Michael Brown](#) jusqu'à ce qu'il y ait justice pour [Mohammed Abu Khdeir](#). La lutte des Palestiniens est notre lutte. Si les Palestiniens ne sont pas libérés, aucun d'entre nous ne sera libéré. On ne peut pas prendre au hasard et choisir lesquels des opprimés conviennent ou ne conviennent pas à défendre. Nous serons aux côtés des tous les opprimés ou d'aucun. Et quand nous nous tenons aux côtés des opprimés, nous serons traités comme les opprimés.

*Chris Hedges (...) a travaillé pour The Christian Science Monitor, National Public Radio, The Dallas Morning News et The*



*New York Times, dont il a été correspondant à l'étranger pendant 15 ans.*

© 2015 Truthdig, LLC. All rights reserved.

---

## **Interview : Omar Barghouti, l'homme à la base du mouvement BDS**

A mesure que le mouvement Boycott, Désinvestissement et Sanctions (BDS) prend de l'ampleur, son cofondateur, Omar Barghouti, est devenu une cible de diabolisation, pour Israël. Rami Younis, de +972, s'est assis un moment avec Barghouti pour une discussion des plus intéressantes sur les objectifs des BDS, sur leurs récents succès et sur les accusations de plus en plus fréquentes prétendant que le mouvement de boycott est une manifestation d'antisémitisme.

×

*Graffiti sur le mur de séparation à Bethléem, par Ryan Rodrick Beiler/Activestills.org*

**Omar Barghouti** est l'un des noms les plus honnis actuellement dans les cercles pro-israéliens et les cercles gouvernementaux israéliens. Des responsables politiques ont qualifié ce militant palestinien des droits de l'homme et dirigeant du mouvement **BDS** – qu'il a cofondé voici dix ans et qu'il dirige actuellement – de « *menace existentielle* » pour l'État d'**Israël**. Une menace dans quelle mesure ?

Eh bien, la semaine dernière, précisément, le quotidien le plus vendu d'**Israël**, **Yedioth Ahronot**, a publié tout un article

à la *une* sur cet homme, le surnommant même « *Omar l'explosif* ». Et, si lui et son mouvement de boycott suscitent de tels accès de panique chez les responsables sionistes et dans leurs médias, on ne peut que présumer qu'il agit à très bon escient.

« *Est-ce l'époque de la Renaissance, pour les **BDS** ?* », lui demandé-je lors d'un appel téléphonique. Il rit et me dit que bien des choses doivent encore venir.

Pourtant, **Barghouti**, 51 ans, refuse de répondre à ses accusateurs – il poursuit le boycott des médias israéliens. Il a accepté de participer à cette interview particulière en raison de mon identité palestinienne et à condition qu'elle serait d'abord publiée en arabe sur le site palestinien « *Bokra* » – bien qu'elle soit également publiée en anglais sur *+972 Magazine*, et en hébreu, sur *Local Call*, dont je suis un des blogueurs. Un antisionisme trilingue uni dans sa plus belle expression, dois-je ajouter.

**Barghouti** explique son choix de ne pas adresser la parole aux médias israéliens, ainsi que la logique qui sous-tend l'appel plus général aux boycott, désinvestissement et sanctions contre **Israël** dans l'ensemble : « *Dans toute autre situation d'oppression prolongée, les groupements des droits de l'homme réclament des mesures punitives contre l'État et ses institutions, et pas simplement contre une étroite composante de l'État directement impliqué dans l'injustice en cours. Personne n'a appelé au boycott des produits des sociétés soudanaises produisant au **Darfour**, suite aux crimes de guerre commis là-bas par le régime soudanais. C'est le **Soudan** dans sa totalité qui a été visé.* »

« *Comme l'a dit un jour l'archevêque **Desmond Tutu**, **Israël** a été mis sur un piédestal, en **Occident**, et il a été traité comme s'il était au-dessus des lois internationales. Les **BDS** cherchent à mettre un terme à cet exceptionnalisme israélien et à cette impunité dans le crime. **Israël** doit être traité comme tout autre pays qui commet des crimes du même acabit.* »

X

**Le cofondateur du mouvement BDS Omar Barghouti rencontre l'archevêque Desmond Tutu au Cap, en Afrique du Sud, en 2013.  
(Photo : Yazeed Kamaldien)**

**Si t'achètes pas mes patates, c'est que t'es rien qu'un sale nazi !**

Cela devait fatalement arriver, sans doute doit-on s'étonner qu'il ne l'ait pas fait plus tôt : **Benjamin Netanyahu** a comparé la campagne **BDS** aux nazis. C'était ce lundi 15 juin 2015, au cours d'une rencontre avec le premier ministre polonais **Grzegorz Schetyna**.

*«Les attaques contre les Juifs ont toujours été précédées par des calomnies contre les Juifs. Ce qui a été fait pour le peuple juif à cette époque [du régime nazi], est fait pour l'Etat juif aujourd'hui», a-t-il déclaré.*

*«A l'époque, nous ne pouvions rien faire. Aujourd'hui, nous pouvons nous exprimer et défendre notre territoire. Nous allons faire les deux», a-t-il ajouté.*

La semaine précédente, l'ancien ministre des Finances israélien, le « centriste »

Le mouvement **BDS** a été lancé le 9 juillet 2005, lorsqu'une large alliance de plus de 170 partis politiques, syndicats, réseaux de réfugiés, ONG et associations citoyennes de **Palestine** ont publié un appel ouvert au boycott, adressé aux organisations internationales de la société civile et aux gens dotés d'une conscience. Il appelait à « *imposer d'importants boycotts et appliquer des initiatives de désinvestissement contre Israël, similairement aux mesures appliquées à l'Afrique du Sud à l'époque de l'apartheid* », explique **Barghouti**. « *Aujourd'hui, le mouvement BDS international est dirigé par la plus importante coalition de la société palestinienne, le Comité national BDS (BNC).* »

Le mouvement **BDS** réclame : la fin de l'occupation par Israël des territoires palestiniens et arabes depuis 1967, y compris le démantèlement du mur et des colonies; la fin du

**Yaïr Lapid** a quant à lui système israélien de expliqué avec un sérieux discrimination raciale à imperturbable, au cours d'une l'égard de ses citoyens conférence à New-York que la palestiniens; le respect du campagne **BDS** n'est qu'un droit fondamental, avalisé par marionnette du **Hamas**, que ses les **Nations unies**, des dirigeants sont « des réfugiés palestiniens à *antisémites fanatiques* » et regagner leurs foyers. qu'ils sont « liés au [Grand Mufti Palestinien qui a collaboré avec les nazis](#) ». « Ces trois droits fondamentaux correspondent aux trois principales composantes

Dans un discours prononcé à la du peuple palestinien : ceux synagogue de Park Avenue, **Lapid** de la bande de Gaza et de a exhorté son auditoire à Cisjordanie, y compris « rappeler au monde que derrière Jérusalem-Est ; ceux du ces mouvements se cachent ceux territoire de 1948 qui vivent qui sont responsables des sous l'apartheid israélien, et attentats du 11 septembre, des ceux qui sont en exil », attentats de Madrid et de déclare **Barghouti**. Il insiste Londres et de la mort des sur le fait que, quelle que 250.000 personnes qui ont déjà soit la dimension que prendra été tuées en Syrie». la solution au conflit, elle

Distrait, il a oublié principes.

d'attribuer les épidémies du virus Ebola et le récent L'instrument que les 170 tremblement de terre au Népal à organisations de la société civile palestinienne ont choisi dans leur lutte pour **BDS...**

L.D. revendiquer ces droits et pour combattre l'occupation israélienne s'appuie entièrement sur un discours des droits de l'homme et sur l'action non violente – par opposition à la violence de

l'occupation même. Pour cette raison au moins, il importe d'entendre et de comprendre ce que Barghouti a à nous dire.

**Q. Vous avez connu bien des succès dans votre campagne, dernièrement. Deux exemples : Lauryn Hill annulant son spectacle en Israël et Orange menaçant de retirer sa marque du pays. De quels autres succès pouvez-vous parler et qui n'ont pas bénéficié d'autant d'attention des médias ?**

*« L'énorme fonds de pension hollandais, **PGGM**, dont les investissements internationaux avoisinent les 200 milliards de USD, a décidé l'an dernier de désinvestir des cinq principales banques israéliennes en raison de leur implication dans le financement de l'occupation.*

*« Cela a été suivi par la décision de l'**Église presbytérienne américaine** de désinvestir de **Caterpillar**, **HP** et **Motorola Solutions** à cause de leur complicité dans l'occupation, et du désinvestissement de **Bill Gates** de **G4S**, la plus importante société de sécurité dans le monde et qui est impliquée dans les crimes israéliens contre le peuple palestinien. Les **BDS** parviennent à révéler la toxicité de la 'marque' **Israël**. »*

**Q. Certains activistes BDS choisissent de boycotter complètement Israël et pas uniquement les sociétés ou les institutions qui tirent directement profit de l'occupation. Pourquoi ?**

*« La distinction artificielle et indéfendable entre **Israël** et 'l'occupation' est politique et idéologique ; elle ne s'appuie pas sur des considérations pratiques, juridiques ou morales. C'est **Israël** que le droit international considère comme la puissance occupante et, par conséquent, il est la partie responsable de la construction et de la maintenance non seulement des implantations coloniales, mais aussi de tout le régime d'occupation.*

« **Israël** est également responsable de ce que même le ministère américain des Affaires étrangères a critiqué en tant que discrimination institutionnelle, juridique et sociétale à l'égard des citoyens palestiniens d'Israël, et un tel système correspond à la définition de l'apartheid telle que l'entend l'**ONU**. »

« Mais l'injustice la plus profonde de la part d'**Israël**, affirme **Barghouti**, réside dans le refus du droit au retour des réfugiés palestiniens. Ces réfugiés, déracinés et dépossédés en 1948, constituent 68 % du peuple palestinien. Eux aussi méritent l'égalité des droits de l'homme », insiste-t-il.

×

**Omar Barghouti**, cofondateur du Mouvement BDS à Bruxelles, le 30 avril 2015. (Photo : [intal.be](http://intal.be) / CC 2.0)

**Q. Une accusation habituelle contre la campagne internationale de BDS est qu'elle se nourrit de l'antisémitisme. Que répondez-vous à cela ?**

« **BDS** est un mouvement non violent des droits de l'homme et qui recherche la liberté, la justice et l'égalité pour le peuple palestinien. Il s'appuie sur le droit international et sur les principes universels des droits de l'homme. En tant que tel, BDS a toujours rejeté catégoriquement toutes les formes de discrimination et de racisme, y compris l'antisémitisme, ainsi que les innombrables lois racistes en Israël.

« Notre combat non violent n'a jamais été contre les **Juifs** ou les **Israéliens** en tant que **Juifs**, mais contre un régime injuste qui asservit notre peuple par le biais de l'occupation, de l'apartheid et de la négation des droits des réfugiés tels que définis par l'**ONU**. Nous sommes fiers du nombre disproportionnellement élevé d'activistes juifs au sein du mouvement **BDS**, particulièrement aux **États-Unis**.

« Faire l'amalgame entre les boycotts honorés par le temps et

*s'appuyant sur les droits de l'homme, contre les violations par Israël du droit international, et le racisme anti-juif est non seulement incorrect, mais c'est également une tentative raciste de mettre tous les **Juifs** dans le même sac et de les impliquer dans les crimes d'Israël contre les **Palestiniens**.*

*« L'accusation de racisme lancée par Israël contre le mouvement **BDS**, c'est comme si le **Ku Klux Klan** avait accusé **Martin Luther King Jr.** et **Rosa Parks** de racisme ! C'est vraiment de la propagande flagrante ! »*

**Q. Comment identifiez-vous un individu, une organisation ou une quelconque identité à cibler ? Et, une fois que vous les avez identifiés, comment procédez-vous, dès cet instant ?**

*« Les trois critères généraux recommandés par le **BNC palestinien** dans le choix des cibles stratégiques sont : primo, le degré de complicité – concentrer son attention sur les sociétés et produits qui sont le plus clairement et directement impliqués dans les violations des droits de l'homme par Israël et les plus aisés à expliquer à un large public.*

*« Secundo, la possibilité d'alliances entre mouvements : donner la priorité aux sociétés ou produits qui rendent possible la création de larges alliances de luttes conjointes. Par exemple, la campagne visant à faire cesser les contacts avec la société israélienne de l'eau, **Mekorot**, engage un large éventail de campagnes pour l'environnement et contre la privatisation.*

*« Et, tertio, le potentiel de succès : une campagne **BDS** devrait avoir une chance réaliste de succès, en sus d'accroître simplement la conscientisation, en étant par exemple à même de persuader une société ou institution internationale de cesser de soutenir une société israélienne. »*

×

*Des membres de la Coalition de Chicago pour le boycott de SodaStream participent à la Marche de la Journée de la Terre à Chicago, Illinois, le mardi 22 avril 2014. Le rassemblement faisait partie de la Journée internationale de la Terre organisée à l'échelle mondiale en guise de soutien à la protection de l'environnement. (Tess Scheflan/Activestills.org)*

Il y a quelques mois, j'ai assisté à une discussion publique de **Barghouti** face à 400 citoyens palestiniens d'**Israël**, dans la ville d'**Ara'ra**. Avant de commencer, j'ai demandé aux membres de l'audience de lever la main s'ils avaient déjà entendu parler du mouvement **BDS**. Vingt personnes seulement l'ont fait. J'ai regardé **Barghouti** : il souriait. Il savait ce que j'allais demander. Ici, je me souviens bien de lui à ce moment-là.

(Note préalable : les termes « *région de 1948* » et « *Palestiniens de 1948* » font référence à la zone située à l'intérieur des frontières d'**Israël** d'avant 1967 et aux citoyens palestiniens d'**Israël**.)

« *Les accords d'Oslo ont privé les **Palestiniens** de la région de 1948 de leurs droits de représentation, ce qui a provoqué une sérieuse rupture* », explique-t-il. « *Au contraire, le mouvement **BDS** insiste sur le droit de tous les **Palestiniens** d'exercer l'autodétermination en tant que peuple unifié et, en tant que tel, insiste sur les droits de tous les Palestiniens, y compris les **Palestiniens** de 1948. D'importants groupes au sein de 1948 ont participé au lancement des **BDS** en 2005, mais le mouvement n'en a pas fait assez pour accroître la conscience là-bas.*

« *De même, la lutte pour décoloniser nos esprits est une lutte qui monte dans la région de 1948, du fait que le processus d'« **israélisation** », ou colonisation de nos esprits, s'est fortement implanté au cours des sept dernières décennies. Une partie essentielle de ce que fait le mouvement **BDS**, c'est*



*d'écarter le désespoir et d'alimenter l'espoir et la conviction que nous, les opprimés, sommes capables de mettre un terme à l'oppression. »*

**Q. De plus en plus de sociétés sont susceptibles de quitter Israël au cours des prochaines années suite aux efforts des BDS et ce serait un succès pour le mouvement. Cependant, que dites-vous aux citoyens palestiniens en Israël qui pourraient être confrontés à des licenciements ou à d'autres conséquences économiques suite au fait que des sociétés multinationales quitteraient le marché israélien ?**

*« C'est le régime israélien d'oppression, et non la résistance à l'occupation et à l'apartheid, qui est responsable de ceci et de toute autre conséquence de cette résistance à l'oppression.*

*« Ceux qui prétendent que les **BDS** font du tort aux **Palestiniens** n'expriment pas seulement des idées non fondées et sans éthique, incapables de comprendre comment la résistance coûte toujours cher au début, mais ils se montrent également condescendants en disant aux **Palestiniens** qu'ils comprennent mieux nos intérêts que nous ne les comprenons nous-mêmes. Nous rejetons complètement cette attitude colonialiste. Rien ne blesse autant le peuple palestinien, que ce soit en 1948, en 1967 ou en exil, que ne l'a fait l'oppression raciste et coloniale de la part d'**Israël**. »*

**Q. En tant que citoyen palestinien d'Israël qui ne peut soutenir publiquement les BDS en raison de lois restrictives, je pense que je ne puis rallier réellement votre mouvement populaire non violent. Comment les activistes locaux peuvent-ils toujours vous soutenir ?**

*« C'est un malentendu à propos de la loi israélienne anti-**BDS**, une loi draconienne et antidémocratique. Aussi mauvaise soit-elle, cette loi n'empêche pas en fait le soutien aux **BDS**. Elle rend uniquement illégal le fait de soutenir publiquement le*

*boycott contre Israël ou l'une ou l'autre des institutions du pays. Tout citoyen juif ou palestinien d'Israël qui souhaite soutenir le mouvement BDS peut déclarer publiquement son soutien sans violer la loi – pour autant qu'il ou elle ne lance pas directement un appel au boycott.*

(Note du rédacteur en chef : La loi israélienne contre le boycott ne criminalise pas l'appel au boycott d'Israël et de ses institutions, mais elle permet aux citoyens individuels de poursuivre pour dommages financiers toute personne qui lance un tel appel public.)

*« Il existe diverses façons de contourner cette loi répressive. Par exemple, je puis expliquer pourquoi la Société X est complice de violations du droit international et dire ensuite : 'Moi-même, je boycotte les produits de cette société mais, en raison de la loi répressive contre le boycott, je n'ai pas le droit de vous inviter à la boycotter aussi.' De cette façon, je lance un appel indirect au boycott sans enfreindre la loi.*

*« Mais, en fin de compte, nous avons besoin d'une désobéissance civile largement répandue contre cette loi et toutes les autres lois draconiennes d'Israël, comme cela a été le cas au sein du mouvement américain pour les droits civiques et du mouvement anti-apartheid sud-africain. On ne devrait jamais obéir à des lois contraires à l'éthique et injustes. Les gens dotés d'une conscience devraient désobéir collectivement et activement à ces lois et, finalement, les rejeter. »*

X

***Un militant palestinien du boycott au marché public de Ramallah, expliquant aux marchands palestiniens le boycott des marchandises israéliennes. 17 mars 2015.***

***(Activestills.org)***

**Q. Un autre succès récent de la campagne BDS qui a fait les gros titres en Israël et dans le monde entier n'a pas été**

organisé – et c'est surprenant – par Barghouti et le BNC, mais par l'Autorité palestinienne. En tant que membre de la FIFA, la Fédération palestinienne de football association a été en mesure de menacer Israël d'expulsion des tournois sportifs internationaux et l'a finalement forcé à modifier sa politique concernant le football palestinien. Je voudrais comprendre comment Barghouti ressent la chose – ainsi que l'Autorité palestinienne elle-même.

*« Les **BDS** sont un mouvement des droits de l'homme émanant de la base et de la société civile et il est entièrement indépendant des structures palestiniennes officielles et de tout gouvernement », insiste **Barghouti**. « Il a joué un rôle critique dans la campagne visant à exclure **Israël** de la **FIFA** et la plupart des observateurs reconnaissent ce rôle. Les activistes palestiniens de la solidarité, dont presque tous sont des partisans des **BDS**, luttent depuis des mois pour accroître la conscience à propos des violations par **Israël** des droits des athlètes palestiniens dans le contexte général de l'occupation et de l'oppression.*

*« Le fait que des hauts responsables palestiniens ont dirigé l'effort public à ce propos a été notre talon d'Achille, car l'**Autorité palestinienne** est enchaînée aux humiliants accords d'**Oslo** et elle n'est pas destinée à résister au régime israélien d'oppression de quelque façon significative et stratégique que ce soit. »*

**Q. Le mouvement BDS devient de plus en plus populaire. Où voyez-vous aller le mouvement à la fois dans un futur proche et dans un futur lointain ?**

*« Nous entrons de plus en plus dans les mœurs traditionnelles. C'est notre défi. Nous ne mendions pas la charité; nous lançons un appel en faveur d'une solidarité réelle. Comme **Martin Luther King Jr.** l'a dit un jour, le boycott à un niveau basique entraîne 'le retrait de la coopération avec un système mauvais'. Quand nous demandons à*

*des institutions et à des organisations de désinvestir des sociétés impliquées dans les crimes d'Israël, nous ne demandons rien d'héroïque. Nous demandons tout simplement à ces organisations de remplir une obligation profondément morale. Telle est la logique contraignante et éthique des **BDS** et c'est le principal facteur que l'on trouve derrière l'impressionnant développement du mouvement au cours de cette dernière décennie.*

*« Le mouvement **BDS** atteint un point critique surtout parce que sa stratégie fonctionne – et bien – et parce qu'Israël a basculé vers la droite fanatique en introduisant des éléments fascistes dans son gouvernement, laissant ainsi tomber le dernier masque de sa 'démocratie' trompeuse. Peut-être notre réalisation la plus importante est-elle d'unir les **Palestiniens**, par-delà tout l'éventail politique et idéologique, en une plate-forme des droits de l'homme et derrière une forme non violente de résistance qui, de plus, est ancrée dans la législation internationale. »*

À en juger par les victoires que les **BDS** ont engrangées récemment, il semble que, finalement, cette stratégie qui s'appuie sur un ensemble de pressions soutenues et de plus en plus fortes sur Israël dans tous les domaines – académique, culturel, économique et militaire – commence par avoir des effets réels et sérieux. Ou, pour reprendre les mots d'Omar Barghouti, « nous n'y sommes pas encore, mais nous sommes en train d'atteindre notre intensité sud-africaine ».

---

Interview réalisé par **Rami Younis**. L'article a d'abord paru en arabe sur [Bokra.net](http://Bokra.net). Une version de cet article a également été publiée en hébreu sur [Local Call](http://Local Call), un site où l'auteur se charge d'un blog.

L'interview a été publié sur [+972Mag](http://+972Mag) le 14 juin 2015.  
Traduction : Jean-Marie Flémal.

Source

:

[http://www.pourlapalestine.be/index.php?option=com\\_content&view=article&id=2021:interview-lhomme-a-la-base-du-mouvement-bds&catid=76:partout-il-y-a-des-gens-qui-agissent](http://www.pourlapalestine.be/index.php?option=com_content&view=article&id=2021:interview-lhomme-a-la-base-du-mouvement-bds&catid=76:partout-il-y-a-des-gens-qui-agissent)